

SENAT DE BELGIQUE

BELGISCHE SENAAAT

SESSION DE 1985-1986

ZITTING 1985-1986

30 AVRIL 1986

30 APRIL 1986

**Projet de loi concernant les risques d'accidents
majeurs de certaines activités industrielles**

**Ontwerp van wet inzake de risico's van zware
ongevallen bij bepaalde industriële activi-
teiten**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
PAR M. VANGEEL

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID EN HET LEEFMILIEU
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER VANGEEL

EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT
A L'ENVIRONNEMENT
ET A L'EMANCIPATION SOCIALE

UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS
VOOR LEEFMILIEU
EN MAATSCHAPPELIJKE EMANCIPATIE

Le projet qui vous est soumis a été établi après consul-
tation des divers départements ministériels concernés et des
Exécutifs régionaux.

Het ontwerp dat u wordt voorgelegd, werd uitgewerkt
na overleg met de hierbij betrokken ministeriële departemen-
ten en de Gewestexecutieven.

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : Mme Herman-Michielsens, président; M. Anciaux,
Mme Coorens, MM. De Baere, De Wulf, Falise, Mme Godinache-Lambert,
MM. Hazette, Kelchtermans, Leclercq, Lenfant, Mmes Maes-Vanrobaeys, Mayence-
Goossens, MM. Minet, Moens, Pataer, Mmes Smitt, Thiry, MM. Vandekerckhove,
Vanhaverbeke, Vannieuwenhuyze et Vangeel, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Gevenois, Sondag et Willemsens.

3. Autres sénateurs : MM. Bataille, Flagothier et Grijp.

R. A 13271

Voir :

Document du Sénat :

257 (1985-1986) : N° 1.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevr. Herman-Michielsens, voorzitter; de heer Anciaux,
mevr. Coorens, de heren De Baere, De Wulf, Falise, mevr. Godinache-Lambert,
de heren Hazette, Kelchtermans, Leclercq, Lenfant, de dames Maes-Vanrobaeys,
Mayence-Goossens, de heren Minet, Moens, Pataer, de dames Smitt, Thiry,
de heren Vandekerckhove, Vanhaverbeke, Vannieuwenhuyze en Vangeel, ver-
slaggever.

2. Plaatsvervangers : de heren Gevenois, Sondag en Willemsens.

3. Andere senatoren : de heren Bataille, Flagothier en Grijp.

R. A 13271

Zie :

Geûr. St. van de Senaat :

257 (1985-1986) : N° 1.

Il a été approuvé en Conseil des ministres le 26 avril 1985 après que le Conseil d'Etat ait remis son avis début avril 1985.

Déposé en fin de législature par mon prédécesseur, M. Aerts, le projet fut déjà examiné en séance du 3 juillet 1985 par la Commission Santé publique et Environnement du Sénat. Toutefois, en raison des élections législatives anticipées, la discussion en commission n'a pas pu être menée à son terme.

Vu les circonstances, je crois utile de faire à nouveau devant votre Commission renouvelée une présentation du projet de loi et de vous exposer les motivations qui ont poussé le Gouvernement à le déposer, le contenu de ses principales dispositions, la situation de celui-ci vis-à-vis à la fois des réformes institutionnelles et des législations et réglementations existantes qui abordent cette matière.

Le monde industriel et dans celui-ci tout particulièrement les secteurs de la chimie et du pétrole font appel à un ensemble complexe d'opérations et de processus où peuvent intervenir toutes sortes d'interactions.

La course à la rentabilité a conduit l'industrie à rechercher des procédés industriels de plus en plus sophistiqués dans lesquels, généralement, les conditions de pression et de température sont plus sévères, voire critiques.

Du même coup, les risques potentiels d'incendie, d'explosion ou de dispersion de substances toxiques dans l'environnement augmentaient considérablement.

La situation est particulièrement préoccupante en Belgique où cohabitent une population et une industrie, toutes deux d'une forte densité.

Faut-il attribuer le très petit nombre d'incidents, voire d'accidents industriels dans notre pays à l'existence de mesures efficaces de prévention, à la compétence et au sérieux de nos industriels et des autorités chargées d'en assurer la surveillance ou tout simplement à la chance ?

Il faut admettre que notre grande tradition industrielle, conjuguée à une réglementation qui, durant de nombreuses années a été montrée en exemple, y est pour beaucoup.

Cependant, que la quiétude du passé ne nous assoupisse pas mais qu'au contraire, elle nous invite à une vigilance accrue et je forme l'espoir que celle-ci ne soit perturbée par nos récentes réformes institutionnelles.

Le risque est grand de voir les réglementations se chevaucher tout en laissant de larges domaines non couverts : l'administration éclatée est un outil peu adapté à gérer efficacement cette matière.

Dans les circonstances ordinaires, la situation est inextinguible, en cas de danger, le système est réellement catastrophique.

Het werd op 26 april 1985 door de Ministerraad goedgekeurd nadat de Raad van State begin april 1985 zijn advies had uitgebracht.

Het ontwerp is door mijn voorganger, de heer Aerts, ingediend op het einde van de vorige legislatuur en werd door de Senaatscommissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu reeds onderzocht op haar vergadering van 3 juli 1985. Wegens de vervroegde parlementverkiezingen kon de bespreking in de commissie evenwel niet tot een einde worden gebracht.

Gelet op de omstandigheden, meen ik dat het nuttig is voor uw vernieuwde Commissie het ontwerp van wet opnieuw voor te stellen en de beweegredenen uiteen te zetten die er de Regering hebben toe aangezet het in te dienen, alsook de inhoud van de belangrijkste bepalingen en de verhouding van het ontwerp ten opzichte van de institutionele hervormingen en de bestaande wetten en verordeningen die deze materie behandelen.

De industriële wereld en meer bepaald de sectoren scheikunde en petroleum, maken gebruik van een complex geheel van verrichtingen en processen waar allerlei interacties kunnen voorkomen.

De wedloop om de rentabiliteit heeft de industrie ertoe gebracht te zoeken naar steeds meer geavanceerde industriële procédés, waarbij de algemene omstandigheden qua druk en temperatuur steeds strenger, zelfs kritisch werden.

Tegelijk zijn ook de potentiële risico's van brand, explosie en verspreiding van gevaarlijke stoffen in het milieu aanzienlijk toegenomen.

De toestand in België is buitengewoon zorgwekkend, omdat bevolking en industrie naast elkaar bestaan en wel met een forse dichtheid.

Is het klein aantal incidenten of industriële ongevallen in ons land toe te schrijven aan doeltreffende voorzorgsmaatregelen, aan de bekwaamheid en de ernst van onze industriëlen en van de autoriteiten belast met het toezicht of hebben we gewoon geluk ?

We moeten toegeven dat onze grote industriële traditie samen met een reglementering die gedurende tal van jaren als voorbeeld werd gesteld, er voor iets tussen zit.

De gerustheid van het verleden mag ons evenwel niet in slaap wiegen, maar moet ons integendeel aanzetten nog waakzamer te worden en ik hoop ten eerste dat ze niet zal worden verstoord door onze recente institutionele hervormingen.

Het risico dat reglementeringen elkaar overlappen en dat belangrijke domeinen ongemoeid worden gelaten, is groot; de uiteengerafelde administratie is een slecht aangepast werktuig voor het doeltreffend beheer van die materie.

In gewone omstandigheden is de toestand onontwarbaar, maar bij gevaar wordt het stelsel werkelijk rampzalig.

Là où il y a vie, il y a risque mais il n'est permis à aucune autorité responsable, de se dérober à sa tâche de prévention et de limitation des effets de risques qu'il faut bien sûr et avant toute chose déterminer puis quantifier au plus juste.

La question du risque créé par l'homme doit être abordée et traitée comme celle plus générale de la protection de l'environnement.

C'est dans le but de répondre à ces principes fondamentaux que le projet de loi a été établi. Il organise la prévention et prescrit la mise en place d'une autorité unique en vue d'appréhender le problème dans toute sa globalité, tout en cherchant à une simplification des procédures administratives.

Le projet de loi vise toutes les activités industrielles qui mettent en œuvre à la fois certains procédés industriels et certaines substances toxiques, ceux-ci et celles-là étant définies dans les annexes.

Les annexes sont établies de manière à ne concerner que les entreprises les plus dangereuses, lesquelles, en Belgique, sont estimées à un nombre allant de soixante à septante.

Par contre, sont exclues du champ d'application du projet, les installations nucléaires et militaires, la fabrication et le stockage d'explosifs, poudres et munitions, les activités d'extraction et autres activités minières ainsi que les installations de traitement de déchets toxiques et dangereux pour autant que celles-ci soient soumises à des réglementations européennes visant la prévention des accidents majeurs, ce qui n'est pas le cas à ce jour.

A l'exception des installations militaires, qui sont gérées d'une manière totalement autonome par l'autorité militaire pour des raisons évidentes de secret et de sûreté militaires, toutes ces activités font l'objet de dispositions spécifiques en matière de risques tant pour les travailleurs qui les exercent que pour la population qui les entoure.

Les activités industrielles visées par la loi devront être notifiées et il appartiendra au Roi de définir le contenu de la notification. Celle-ci comportera cependant des éléments relatifs aux substances mises en œuvre, aux installations utilisées et à des situations éventuelles d'accident majeur.

Ces activités nouvelles seront notifiées avant qu'elles ne soient érellement en cours; par contre, les installations existantes auront la possibilité d'introduire dans le délai d'un an soit une notification simplifiée, soit la notification complète comme requise pour les activités nouvelles.

Dans le cas de l'introduction d'une notification simplifiée, celle-ci devra être complétée dans le délai de trois ans.

L'économie du projet est de ne désigner qu'une seule autorité chargée de recevoir la notification et ce, afin d'appréhender, comme cela a été dit, le problème dans sa globalité et également dans le but d'une simplification des procédures administratives.

Waar er leven is, is er gevaar, maar geen enkele verantwoordelijke overheid kan zich veroorloven zich te onttrekken aan haar taak van preventie en beperking van de gevolgen van de risico's, die natuurlijk eerst en vooral moeten worden vastgesteld en verder zo juist mogelijk moeten worden gekwantificeerd.

Het probleem van het door de mens geschapen risico moet worden aangepakt en behandeld zoals het meer algemene probleem van de bescherming van het leefmilieu.

Het is met de bedoeling rekening te houden met die fundamentele principes dat het wetsontwerp werd opgesteld. Het organiseert de preventie en schrijft voor dat dan één enkel orgaan moet worden geïnstalleerd om het probleem in zijn totaliteit te omvatten en tot een vereenvoudiging van de administratieve procedures te komen.

Het wetsontwerp beoogt alle industriële werkzaamheden waar tegelijk bepaalde industriële procédés en bepaalde toxische stoffen aan te pas komen, die beide in de bijlage zijn gedefinieerd.

De bijlagen zijn zo opgesteld dat slechts de gevaarlijkste inrichtingen er onder vallen, in België geschat op een zestig tot zeventig.

Daarentegen is het ontwerp niet van toepassing op de kerninstallaties en de militaire installaties, de fabricage en opslag van springstoffen, kruit en munitie, de winnings- en andere mijnbouwactiviteiten, evenmin als op de installaties voor de verwerking van toxische en gevaarlijke afvalstoffen, voor zover ze onderworpen zijn aan de Europese verordeningen die de preventie van zware ongevallen beogen; dit is op deze dag nog niet het geval.

Met uitzondering van de militaire installaties, die op een volledig autonome manier door de militaire overheid worden beheerd om redenen van militaire geheimhouding en veiligheid, zijn al die werkzaamheden onderworpen aan specifieke bepalingen op het gebied van risico's, zowel wat betreft de werknemers die ze uitvoeren als wat betreft de omwonenden.

Van de in de wet omschreven industriële activiteiten zal kennis moeten worden gegeven en de Koning zal de inhoud van de kennisgeving moeten omschrijven. Deze zal evenwel elementen bevatten aangaande de gebruikte stoffen en installaties, alsmede aangaande eventuele zware ongevallen.

De nieuwe activiteiten moeten vooraf worden medege-deeld; de bestaande installaties daarentegen beschikken over de mogelijkheid om binnen één jaar, ofwel een vereenvoudigde kennisgeving in te dienen, ofwel een volledige kennisgeving zoals vereist voor de nieuwe activiteiten.

Wordt een vereenvoudigde kennisgeving ingediend, dan dient deze binnen drie jaar te worden vervolledigd.

De opzet van het ontwerp bestaat erin slechts één enkele overheid te belasten met het ontvangen van de kennisgeving en dit om, zoals gezegd, het probleem in zijn totaliteit aan te pakken en om de administratieve procedures te vereenvoudigen.

Les informations ainsi recueillies par cette autorité centrale, en l'occurrence le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions, seront alors immédiatement transmises, telles quelles, à toutes les autorités concernées par cette problématique.

Les avantages de cette procédure apparaissent clairement : rapidité et efficacité car chaque autorité recevra toutes les données de la notification, même celles qu'elle n'aurait pu exiger, en raison des limites de ses compétences.

Outre le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions, les autorités concernées par cette question sont : le Ministre de l'Emploi et du Travail pour ce qui est de la protection des travailleurs, le Ministre de l'Intérieur pour ce qui concerne la protection et la sécurité de la population et enfin le Ministre compétent en matière de police des établissements classés et de protection de l'environnement de la Région où est implantée l'installation soumise à notification. Cependant, un accident majeur peut avoir des effets au-delà des limites d'une Région ou même du pays.

Par conséquent, il était indispensable de déterminer dans chaque cas, la zone susceptible d'être affectée par un accident majeur de manière à ce que, le cas échéant, les autorités de cette autre Région ou de ce pays voisin soient correctement informées des risques potentiels et puissent dès lors prendre toutes les mesures imposées par la situation. Le projet de loi a dévolu cette tâche à l'autorité centrale chargée de recevoir la notification, de même que celle de transmettre l'information à ces autorités.

Le projet de loi charge encore les autorités nationales responsables auxquelles les éléments et informations de la notification ont été transmis, d'examiner ceux-ci et partant d'exécuter les compétences qui leur sont attribuées.

Je voudrais ici faire part à la Commission de mon intention d'accorder par la voie d'un amendement, la possibilité au Gouvernement de prendre des normes générales et sectorielles en matière de prévention des accidents majeurs et de limitation de leurs conséquences pour l'homme et l'environnement car j'estime que ces normes pourront, au même titre que les normes en matière de pollutions diffuses, prévenir, plus efficacement et d'une manière uniforme sur l'ensemble du territoire, les atteintes à l'homme et à l'environnement.

Il me paraît que ces normes générales pourraient, entre autres, porter sur l'évaluation des risques ainsi que sur des prescriptions plus techniques ayant trait aux implantations, constructions et agencements des constructions, équipements, etc. Elles seraient élaborées en accord avec le Ministre de l'Emploi et du Travail et en concertation avec les Régions.

Enfin, comme dispositions importantes, il faut encore mentionner l'obligation pour le fabricant de faire connaître immédiatement tout accident et de fournir dès que possible un maximum d'informations sur les causes et circonstances de celui-ci.

De inlichtingen die door deze centrale overheid, met name de Minister die bevoegd is voor het Leefmilieu, worden samengebracht, zullen vervolgens onmiddellijk in hun oorspronkelijke vorm worden doorgestuurd aan alle overheden die bij deze problematiek zijn betrokken.

De voordelen van deze procedure liggen voor de hand : snelheid en doelmatigheid, vermits elke overheid alle gegevens van de kennisgeving ontvangt, zelfs die welke zij wegens bevoegdheidsbeperkingen niet kunnen eisen.

Behalve de Minister die bevoegd is voor het Leefmilieu, zijn hierbij betrokken de Minister van Tewerkstelling en Arbeid wat de bescherming van de werknemers betreft, de Minister van Binnenlandse Zaken wat de bescherming en de veiligheid van de bevolking aangaat, en tot slot de Minister die bevoegd is voor de politie op de vergunningsplichtige inrichtingen en voor de milieubescherming van het Gewest waar de installatie waarvoor kennisgeving is vereist, is gevestigd. Een zwaar ongeval kan evenwel gevolgen hebben die reiken tot ver buiten een Gewest of zelfs het land.

Het was dan ook absoluut noodzakelijk dat voor elk geval het gebied werd afgebakend waarbinnen zich een ernstig ongeval kan voordoen, opdat de overheden van dat andere Gewest of van het buurland zo nodig correct op de hoogte kunnen worden gebracht van de mogelijke risico's en derhalve alle noodzakelijke maatregelen kunnen nemen. Het wetsontwerp heeft deze taak alsook de taak van het doorspelen van de informatie toegewezen aan het centrale orgaan belast met het ontvangen van de kennisgeving.

Volgens het wetsontwerp worden de verantwoordelijke nationale overheden aan wie de verschillende elementen en inlichtingen van de kennisgeving werden gestuurd, belast deze te onderzoeken en, bijgevolg de bevoegdheden uit te oefenen die zij hebben gekregen.

Hier wil ik de Commissie mededelen dat ik van plan ben om, bij amendement, aan de Regering de mogelijkheid te geven algemene en sectoriële normen uit te vaardigen voor de preventie van zware ongevallen en voor de beperking van de gevolgen daarvan voor mens en milieu, want ik meen dat genoemde normen, naar het voorbeeld van de normen inzake diffuse verontreiniging, aantastingen op mens en milieu over het hele nationale grondgebied op efficiënter en meer uniforme wijze kunnen voorkomen.

Ik dacht dat deze algemene normen onder meer betrekking zouden kunnen hebben op de evaluatie van de gevaren, alsook op de meer technische voorschriften met betrekking tot de vestigingsplaatsen, de constructies en de schikking ervan, de uitrusting, enz. Zij zouden worden opgesteld samen met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en in overleg met de Gewesten.

Een andere belangrijke bepaling is verder nog de verplichting voor de fabrikant om elk ongeval onverwijld mede te delen en zo snel mogelijk zoveel mogelijk informatie te verstrekken over de oorzaken en omstandigheden van dat ongeval.

Là encore, les premières informations recueillies sont intégralement transmises à toutes les autorités concernées, afin que celles-ci puissent les compléter et en faire l'analyse.

Les informations ainsi complétées et analysées individuellement, sont retransmises à l'autorité centrale puis enfin diffusées à toutes les autorités afin qu'il soit procédé à l'analyse fine de l'accident et que des recommandations puissent être formulées.

Les dispositions du projet de loi dont je viens d'exposer les grandes lignes transposent en droit belge la plupart des prescriptions de la directive C.E.E. du 24 juin 1982 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles.

Seules, les prescriptions des articles 3 et 4 de cette directive (qui enjoignent aux Etats membres de prendre des mesures par lesquelles le fabricant est tenu de mettre tout en œuvre pour prévenir les accidents majeurs et de le prouver) se rapportant aux activités soumises à la notification imposée par le projet de loi, sont reprises dans celui-ci.

Or, aux termes de la directive, ces articles visent un éventail d'activités industrielles beaucoup plus grand que celui des activités soumises à notification, à savoir, les activités qui mettent en œuvre des substances dont les critères sont définis à l'annexe IV de la directive et qui présentent un danger sensiblement plus limité pour l'homme et l'environnement que celui des substances mises en œuvre dans les activités industrielles soumises à notification.

Logiquement, il eût été plus judicieux de reprendre toutes les activités industrielles visées par la directive, mais cela ne se pouvait car la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a réservé une compétence exclusive à la Région pour ce qui concerne la police des établissements classés, par laquelle, selon le Conseil d'Etat, peut s'organiser la prévention des accidents majeurs dont les effets ne dépasseraient pas le voisinage de l'établissement.

En effet, l'avis qu'il a rendu sur ce projet de loi, précise que pour l'octroi des autorisations d'exploitation, il est notamment tenu compte de l'incommodité que l'établissement entraînera pour le voisinage (compétence des Régions dans le cadre du régime des établissements classés) et reconnaît que l'Etat garde indiscutablement certaines compétences en matière de police externe aux établissements classés.

Afin de trancher cette question dans le respect de la répartition des compétences, il faut dès lors considérer les activités industrielles visées par la directive mais non soumises à la notification comme des activités dont les effets probables lors d'un accident, ne dépasseraient pas le voisinage de l'établissement.

Par ailleurs, les activités industrielles soumises à la notification et dont les effets lors d'un accident majeur sont susceptibles d'être ressentis bien au-delà du voisinage de l'éta-

Ook hier worden de eerste gegevens integraal medegedeeld aan alle betrokken overheden opdat zij ze kunnen aanvullen en laten analyseren.

De aldus vervolledigde en individueel geanalyseerde gegevens worden aan de centrale overheid doorgestuurd en tot slot meegedeeld aan alle overheden opdat het ongeval tot in de kleinste details kan worden ontleed en de nodige aanbevelingen kunnen worden gedaan.

De bepalingen van het wetsontwerp die ik u in grote lijnen heb geschetst, nemen in feite in het Belgisch recht de voorschriften over van de E.E.G.-richtlijn van 24 juni 1982 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten.

Enkel de voorschriften van artikelen 3 en 4 van deze richtlijn (die de lid-staten verplichten maatregelen te treffen waardoor de fabrikant gehouden is alles in het werk te stellen om zware ongevallen te voorkomen en dat aan te tonen), die betrekking hebben op de activiteiten waarvan volgens het wetsontwerp verplicht kennis moet worden gegeven, zijn hierin opgenomen.

Volgens de richtlijn hebben deze artikelen betrekking op een waaier van industriële activiteiten die veel ruimer is dan de activiteiten waarvan kennis moet worden gegeven, met name activiteiten waarbij stoffen worden gebruikt waarvan de criteria zijn vastgesteld in bijlage IV van de richtlijn en die bijlange niet zo gevaarlijk zijn voor mens en milieu als de stoffen die gebruikt worden bij industriële activiteiten welke wel aan kennisgeving zijn onderworpen.

Het zou logischer zijn geweest indien alle industriële activiteiten waarop de richtlijn betrekking heeft, overgenomen werden, doch dat kon niet vermits de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen de Gewesten exclusieve bevoegdheid verleent inzake de politie op de vergunningsplichtige inrichtingen, waardoor volgens de Raad van State de preventie van zware ongevallen mag worden georganiseerd indien de gevolgen niet verder reiken dan de onmiddellijke omgeving van de inrichting.

Het advies dat werd verstrekt omtrent het wetsontwerp, bepaalt inderdaad dat voor de toekenning van exploitatievergunningen, er meer bepaald rekening wordt gehouden met de hinder die de inrichting veroorzaakt voor de omgeving (de bevoegdheid van de Gewesten in het raam van het stelsel op de vergunningsplichtige inrichtingen) en erkent dat de Staat onbetwistbaar sommige bevoegdheden behoudt op het gebied van de externe politie op de hinderlijke inrichtingen.

Om het probleem op te lossen, met inachtneming van de verdeling van de bevoegdheden, moeten de in de richtlijn bepaalde industriële werkzaamheden die evenwel niet zijn onderworpen aan de kennisgeving, worden beschouwd als werkzaamheden waarvan de gevolgen bij een ongeval niet verder zouden reiken dan de omgeving van de inrichting.

Overigens behoren de industriële werkzaamheden waarop de kennisgeving van toepassing is en waarvan de gevolgen van een zwaar ongeval heel wat verder dan in de omgeving

blissement tombent dans le champ des compétences partagées où le pouvoir national peut intervenir par le biais de normes générales et sectorielles.

Je terminerai cette présentation en examinant brièvement la question de l'intégration du projet dans la réglementation existante qui traite de certains aspects de cette problématique.

Il faut mentionner à ce propos :

— les lois du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, et du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail;

— la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile;

— le Règlement général pour la protection du travail des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 qui reprend, entre autres, la police des établissements classés;

— l'arrêté royal du 1^{er} janvier 1985 insérant dans le titre III du Règlement général pour la protection du travail, un chapitre VI — Mesures particulières en rapport avec certaines activités industrielles;

— le décret flamand du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution.

Les deux lois du 10 juin 1952 et 16 novembre 1972 permettent au Ministre de l'Emploi et du Travail de prendre toutes les mesures utiles en vue d'assurer la protection et la sécurité des travailleurs. Elles constituent d'ailleurs le fondement juridique des dispositions de l'arrêté royal du 1^{er} février 1985 mentionné précédemment.

Cet arrêté transpose parfaitement en droit belge la directive en ce qui concerne la sécurité des travailleurs. Il impose la notification de l'activité et la déclaration de l'accident mais les éléments exigés ne sont pas aussi étendus que ceux exigés dans le cadre de la directive car l'on n'y retrouve pas tout ce qui a trait aux plans de secours extérieurs et à la protection de la population et de l'environnement.

Le présent projet de loi fournit donc une base légale supplémentaire, non réellement indispensable au Ministre de l'Emploi et du Travail, mais cependant spécifique pour la prévention des risques technologiques des grands complexes industriels, organisée dans le cadre de la protection des travailleurs.

Par ailleurs, le dispositif réglementaire qui sera pris en exécution de la présente loi, devra intégrer l'arrêté royal sus-mentionné du 1^{er} février 1985.

Par contre, le Ministre de l'Intérieur trouve dans ce projet, à côté de la base juridique fournie par la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, des dispositions précisant les tâches qui incombent à ses services, à savoir principale-

van de inrichting waarneembaar zijn, tot het domein van de gedeelde bevoegdheden waar de nationale overheid kan optreden via de algemene en sectoriële normen.

Ik zal deze voorstelling beëindigen door in het kort aan te geven hoe het ontwerp kan worden geïntegreerd in de bestaande reglementering die sommige aspecten van deze problematiek behandelt.

In dat verband moeten worden vermeld :

— de wetten van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen en van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie;

— de wet van 31 december betreffende de civiele bescherming;

— het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming van 11 februari 1946 en 27 september 1947, die onder andere de politie van de vergunningsplichtige inrichtingen overneemt;

— het koninklijk besluit van 1 februari 1985 tot invoeging in titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming van een hoofdstuk VI — Bijzondere maatregelen in verband met bepaalde industriële activiteiten;

— het Vlaamse decreet van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning.

De beide wetten van 10 juni 1952 en 16 november 1972 maken het de Minister van Tewerkstelling en Arbeid mogelijk alle nuttige maatregelen te treffen om de bescherming en de veiligheid van de werknemers te garanderen. Ze vormen overigens de rechtsgrond van de bepalingen van het reeds vermelde koninklijk besluit van 1 februari 1985.

Dit besluit is een perfecte overbrenging van de richtlijn in het Belgisch recht wat de veiligheid van de werknemers betreft. Het legt de kennisgeving van de activiteit op en de kennisgeving van het ongeval, maar de vereiste elementen zijn minder verstrekkend dan die welke in het kader van de richtlijn worden geëist, want men vindt er niet alles in terug wat te maken heeft met de rampenplannen voor hulpverlening buiten de inrichting en met de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Dit wetsontwerp levert dus een bijkomende wettelijke grondslag, die niet echt onontbeerlijk is voor de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, maar die toch specifiek is voor de preventie van technologische risico's van de grote industrie-complexen, die wordt georganiseerd in het raam van de bescherming van de werknemers.

Overigens zal de reglementering die ter uitvoering van deze wet zal worden getroffen, het voormeld koninklijk besluit van 1 februari 1985 moeten overnemen.

Daarentegen zal de Minister van Binnenlandse Zaken in dit ontwerp, naast de rechtsgrond verstrekt door de wet van 31 december 1963 op de Civiele Bescherming, tevens de bepalingen vinden die de taken van zijn diensten nader

ment l'organisation des plans de secours et l'information appropriée de la population.

Enfin, les Régions disposent toujours du Titre 1^{er} du Règlement général pour la Protection du Travail qui reprend le régime des établissements classés.

La prévention organisée dans ce cadre ne peut viser que les activités industrielles les moins dangereuses, c'est-à-dire toutes celles qui sont soumises à la directive, à l'exception de celles pour lesquelles le projet de loi s'appliquera.

Le cas de la Région flamande est quelque peu différent puisque celle-ci s'est dotée du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution.

Celui-ci ne vise pas les installations existantes sauf en cas de renouvellement de l'autorisation de l'exploitation.

Il impose à l'exploitant la présentation d'un rapport de sécurité dont le contenu sera défini par arrêté de l'Exécutif.

Aucune contradiction juridique n'existe entre cet instrument et le projet de loi puisque chacun d'eux possède son propre champ d'application. Faut-il rappeler comme cela a déjà été dit, que la Région est exclusivement compétente pour protéger la population et l'environnement proches de l'installation et compétente dans le respect des normes légales générales et sectorielles pour la protection de l'homme et de l'environnement au-delà du voisinage de l'installation ?

Ainsi donc, dans cet assortiment « peu heureux » de dispositions légales et réglementaires, le projet de loi apparaît comme l'élément devant conduire à la réalisation d'une politique cohérente globale et efficace en matière de prévention des accidents majeurs et de limitation de leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.

Dans l'exécution de cette loi mais aussi et surtout dans ce travail d'initiative, d'impulsion et de coordination, les services de l'environnement du département de la Santé publique auront un rôle primordial à jouer et je compte bien les assister et les conduire dans cette tâche difficile.

DISCUSSION GENERALE

Un membre évoque l'existence de l'arrêté royal du 1^{er} février 1985 pris à l'initiative du Ministre de l'Emploi et du Travail et demande s'il n'y a pas double emploi ou divergence entre ces deux instruments. Il s'inquiète encore des délais qui figurent dans ceux-ci et qui ne correspondent pas entre eux.

Enfin, il mentionne l'avis du Conseil d'Etat qui, à ses yeux, a rendu un avis « à courte vue » et en tout cas peu favorable aux Régions : il estime entre autres, que la délimitation des zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur revient aux Régions.

omschrijven, te weten voornamelijk de organisatie van de rampenplannen en de passende voorlichting van de bevolking.

Ten slotte beschikken de Gewesten nog over Titel 1 van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming, waarin het stelsel van de vergunningsplichtige inrichtingen is opgenomen.

De preventie die in dat kader wordt georganiseerd kan alleen maar de minst gevaarlijke industriële activiteiten betreffen, d.i. die activiteiten die zijn onderworpen aan de richtlijn, andere dan die waarop het wetsontwerp van toepassing zal zijn.

Het geval van het Vlaamse Gewest is enigszins anders omdat het beschikt over het decreet van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning.

Dit decreet beoogt niet de bestaande installaties, behalve bij verlenging van de exploitatievergunning.

Het legt de exploitant de verplichting op een veiligheidsrapport in te dienen, waarvan de inhoud bij besluit van de Executieve zal worden vastgelegd.

Tussen dit instrument en het wetsontwerp bestaat geen enkele juridische tegenspraak, aangezien ze beide hun eigen toepassingsgebied hebben. Hoeft er nog aan herinnerd te worden dat de Gewesten exclusieve bevoegdheid hebben voor de bescherming van de bevolking en het leefmilieu in de omgeving van de installatie, alsmede bevoegdheid, met inachtneming van de algemene en sectoriële wettelijke normen, voor de bescherming van de mens en het leefmilieu buiten de onmiddellijke omgeving van de installatie.

In dit « weinig gelukkige » scala van wetten en verordeningen komt het wetsontwerp dan ook naar voren als een element dat moet leiden tot een algemeen en efficiënt coherent beleid inzake de voorkoming van zware ongevallen en de beperking van hun gevolgen voor de mens en zijn milieu.

Bij de uitvoering van deze wet, doch ook en vooral bij de initiatiefneming, de aanzet en de coördinatie ervan, is een voorname taak weggelegd voor de diensten van het leefmilieu van het Departement Volksgezondheid; ik ben vast van plan hen bij deze moeilijke taak bij te staan en te begeleiden.

ALGEMENE BESPREKING

Een lid wijst op het bestaan van het koninklijk besluit van 1 februari 1985 dat er gekomen is op initiatief van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en vraagt zich af of die twee instrumenten elkaar niet overlappen dan wel afwijken. Hij maakt zich ook zorgen over het feit dat de termijnen in deze twee teksten niet met elkaar overeenstemmen.

Ten slotte meent hij dat de Raad van State een « kortzichtig » advies uitgebracht heeft dat in elk geval weinig gunstig is voor de Gewesten : hij vindt onder andere dat de afbakening van de zones die door een zwaar ongeval gevaar zouden kunnen lopen, tot de bevoegdheid van de Gewesten behoort.

Le Secrétaire d'Etat répond que l'arrêté royal du 1^{er} février 1985, insérant dans le titre III du Règlement Général pour la protection du travail, un chapitre VI — Mesures particulières pour certaines activités industrielles — diffère du projet de loi en deux points :

1. il reprend les dispositions des articles 3 et 4 de la directive et les applique à toutes les activités industrielles qui présentent un certain risque d'accidents majeurs (risque plus limité que celui que présentent les activités visées par le projet de loi);

2. étant basé sur des lois dont l'objectif est de protéger le travailleur, cet arrêté ne peut transposer en droit belge que les dispositions de la directive se rapportant à la protection du travailleur.

Par contre, comme le projet de loi, il impose au fabricant la notification des installations ainsi que la communication d'informations en cas d'accidents majeurs.

Lorsque la loi entrera en vigueur, les arrêtés pris en exécution de celle-ci devront intégrer cet arrêté royal de manière, entre autres, à éviter toute surcharge administrative supplémentaire aux responsables d'activités industrielles.

Les annexes de cet arrêté royal et du projet de loi qui portent sur les mêmes objets, correspondent en tout point à la directive.

En ce qui concerne les délais, l'arrêté royal laisse 2 mois au fabricant pour introduire la notification simplifiée (définie par la directive) et 4 ans (entre le 26 mars 1985 et le 8 juillet 1989) pour déposer la notification complète.

Le projet de loi fixe ces délais respectivement à 1 an et 3 ans (alors que la directive prévoit 5 ans).

Puisqu'il y a forclusion en ce qui concerne le premier délai de l'arrêté royal, seule subsiste la date du 8 juillet 1989, figurant dans l'arrêté royal qui devra être abrogée puisqu'en l'occurrence, ce sera la loi qui fixera cette date.

Dans ce domaine particulier, le problème de la répartition des compétences est délicat et complexe : on ne peut donc se permettre de s'écarter de l'interprétation fournie par le Conseil d'Etat, à savoir que dans le régime des établissements classés, il est tenu compte de l'incommodité et du danger que l'établissement entraînera pour le voisinage et que l'Etat garde indiscutablement certaines compétences en matière de police externe aux établissements.

Par ailleurs, un accident majeur provoqué par une activité industrielle soumise à la notification, entraînera pratiquement toujours des conséquences au-delà du concept « voisinage », il y a donc place à l'action normative du pouvoir national à côté de l'aspect protection des travailleurs.

Dans cet ordre d'idées, la délimitation de la zone susceptible d'être affectée par un accident majeur, apparaît comme

De Staatssecretaris antwoordt dat het koninklijk besluit van 1 februari 1985 tot invoeging in titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming van een hoofdstuk VI — Bijzondere maatregelen in verband met bepaalde industriële activiteiten — op twee punten afwijkt van het ontwerp :

1. het neemt het bepaalde in de artikelen 3 en 4 van de richtlijn over en past het toe op alle industriële activiteiten die een bepaald risico van zware ongevallen inhouden (een beperkter risico evenwel dan dat verbonden aan de activiteiten, bedoeld in het ontwerp);

2. aangezien het besluit gebaseerd is op wetten die erop gericht zijn de werknemer te beschermen, kan het alleen die bepalingen van de richtlijn in het Belgisch recht doen opnemen, die betrekking hebben op de bescherming van de werknemer.

Zoals het ontwerp, legt het besluit echter aan de fabrikant de kennisgeving van de installaties op evenals het mededelen van inlichtingen bij zware ongevallen.

Bij de inwerkingtreding van de wet, moeten de besluiten, genomen ter uitvoering ervan, het bedoelde koninklijk besluit opnemen onder meer om te voorkomen dat zij die verantwoordelijk zijn voor industriële activiteiten, administratief nog zwaarder belast zouden worden.

De bijlagen bij dat koninklijk besluit en bij het ontwerp van wet die over hetzelfde onderwerp gaan, stemmen op alle punten overeen met de richtlijn.

Wat betreft de termijnen, geeft het koninklijk besluit de fabrikant twee maanden om de vereenvoudigde kennisgeving te doen (omschreven in de richtlijn) en 4 jaar (tussen 26 maart 1985 en 8 juli 1989) om de volledige kennisgeving te doen.

Het ontwerp van wet bepaalt deze termijnen op respectievelijk 1 en 3 jaar (terwijl de richtlijn in 5 jaar voorziet).

Aangezien de eerste termijn van het koninklijk besluit afgelopen is, blijft alleen de datum van 8 juli 1989 over uit het koninklijk besluit, welke datum ingetrokken zal moeten worden, aangezien in dit geval de wet een nieuwe datum bepaalt.

Op dit gebied is het probleem van de verdeling van de bevoegdheden subtiel en complex : men kan zich niet veroorloven af te wijken van de interpretatie van de Raad van State, namelijk dat voor deze specifieke bedrijven rekening gehouden moet worden met de hinder en het gevaar die deze bedrijven kunnen opleveren voor de omgeving en dat de Staat onbetwistbaar bepaalde bevoegdheden behoudt inzake de « externe politie ».

Een zwaar ongeval, veroorzaakt door een industriële activiteit waarvoor de plicht tot kennisgeving bestaat, zal bovendien bijna altijd gevolgen met zich brengen die verder reiken dan het begrip « omgeving »; de nationale overheid zal dus, naast het aspect bescherming van de arbeiders, ook bevoegd zijn om normatieve maatregelen te nemen.

Het afbakenen van de zones die door een zwaar ongeval gevaar zouden kunnen lopen, kan derhalve beschouwd wor-

une norme générale et incombant à l'Etat. Il va de soi que les critères devant établir cette zone doivent être identiques sur l'ensemble du territoire belge car les implications que revêt cette délimitation en raison particulièrement de l'exiguïté de ce territoire, sont importantes.

DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Un membre propose par voie d'amendement de scinder le projet de loi en deux chapitres dont l'un regrouperait toutes les dispositions relatives à la région bruxelloise pour laquelle la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980 n'est pas applicable et l'autre les dispositions particulières qui seraient applicables à l'ensemble du Royaume.

Il estime en effet, que la matière traitée par cette loi ressortit pour l'essentiel, à la compétence des Régions flamande et wallonne.

Le Secrétaire d'Etat estime qu'en ce qui concerne le problème des compétences, il faut se rapporter à l'avis que le Conseil d'Etat a rendu sur le texte du projet, mais aussi à d'autres avis de ce même Conseil qui concordent tous pour déduire de la loi spéciale du 8 août 1980 qu'il y a à côté des compétences exclusives des Régions, des compétences qu'elles doivent partager avec le pouvoir national; celui-ci pouvant, dans ce cas, édicter des normes générales et sectorielles.

Il s'agit de cela dans le projet de loi : le membre reconnaît lui-même dans la justification de son amendement, que les modalités de la notification relèvent de la compétence des Régions entre autres en vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, 1^o, de la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, à savoir, « la protection de l'environnement dans le respect des normes générales et sectorielles ».

L'amendement proposant de faire précéder l'article 1^{er} par les mots « Chapitre I^{er} : Dispositions générales » est rejeté par 12 voix contre 5 et 2 abstentions.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 2

Plusieurs membres s'interrogent sur la terminologie utilisée. Il est convenu de reprendre, autant que possible, la terminologie de la directive.

Dans cet esprit, le texte sera adapté techniquement sur celui de la directive.

Un amendement est déposé visant à préciser davantage la définition de fabricant, de manière à éviter le rejet de la responsabilité sur un travailleur subalterne.

den als een algemene norm en behoort dus tot de bevoegdheid van de Staat. Het hoeft geen betoog dat de criteria die gehanteerd worden voor het afbakenen van deze zones, dezelfde moeten zijn voor het volledige Belgische grondgebied, want wegens de beperktheid van het grondgebied zijn de gevolgen daarvan belangrijk.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Een lid stelt bij wijze van amendement voor het wetsontwerp in twee hoofdstukken op te delen waarbij het ene hoofdstuk alle beschikkingen zou bevatten die betrekking hebben op het Brusselse gewest, waarvoor de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980 niet van toepassing is, en het andere hoofdstuk de beschikkingen die toepasselijk zijn op het gehele Koninkrijk.

Het lid gaat er namelijk van uit dat de materie van deze wet voor het grootste deel tot de bevoegdheid van het Vlaamse en van het Waalse gewest behoort.

In verband met het bevoegdheidsprobleem is de Staatssecretaris van oordeel dat men zich moet schikken naar het advies van de Raad van State over dit ontwerp, maar ook naar andere adviezen van de Raad waaruit blijkt dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 naast de exclusieve bevoegdheden van de gewesten ook bevoegdheden bevat die met de nationale overheid moeten worden gedeeld; deze laatste kan in dit geval immers algemene en sectoriële normen uitvaardigen.

Dat is in dit wetsontwerp het geval; het lid geeft in de verantwoording van zijn amendement zelf toe dat de wijze van kennisgeving tot de bevoegdheid van de gewesten behoort, onder meer krachtens artikel 6, § 1, III, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980, dat betrekking heeft op « de bescherming van het leefmilieu met inachtneming van de algemene en sectoriële normen ».

Het amendement dat strekte om artikel 1 te doen voorafgaan door de woorden « Hoofdstuk I : Algemene bepalingen » wordt verworpen met 12 tegen 5 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 1 wordt aangenomen met eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 2

Verschillende leden stellen vragen over de gebruikte terminologie. Er wordt afgesproken zoveel als mogelijk is de terminologie van de richtlijn over te nemen.

Met dat doel zal de tekst technisch worden aangepast aan die van de richtlijn.

Er wordt een amendement ingediend dat strekt om de definitie van het woord « fabrikant » nader te omschrijven, ten einde te voorkomen dat de verantwoordelijkheid op een ondergeschikte werknemer wordt afgeschoven.

Cet amendement est libellé comme suit :

« A cet article, remplacer le texte du point 2 par le texte suivant :

« 2. Fabricant : La personne qui porte la responsabilité principale, en fait comme en droit, d'une activité industrielle. »

La justification est la suivante :

« Cette définition tient compte davantage de la réalité sociale et elle évite que la responsabilité soit rejetée sur un travailleur subordonné. »

Le Secrétaire d'Etat se réfère au texte de la directive et ne souhaite pas s'écarter de la définition qui y est reprise.

Il précise que l'esprit qui a présidé lors de l'élaboration du projet est bien sûr de viser « l'exploitant » de l'activité industrielle et que, notamment, le début de l'article 4 éclaire parfaitement sur l'interprétation qu'il convient de réserver au terme « fabricant » qui ne peut être une personne subalterne de l'entreprise.

Un membre de la commission ajoute que le fabricant ne peut être tenu responsable qu'en fonction des dispositions du projet de loi ou de ses arrêtés d'exécution.

L'amendement est retiré.

Un autre membre s'interroge sur le « statut » des annexes au projet. Le Secrétaire d'Etat répond que les annexes font partie intégrante de la loi et que la terminologie adoptée et les éléments y repris sont exactement celle et ceux de la directive.

La notion « d'accident majeur » est précisée par le Secrétaire d'Etat. Il peut s'agir tant d'une émission dans l'eau, l'air ou sur le sol que d'un incendie ou une explosion, pour autant qu'intervienne le caractère imprévu et soudain (par opposition à continue) et qui entraîne un danger grave, même s'il est différé.

Ainsi, la « catastrophe de Hoboken » n'est pas un accident majeur car il s'agissait d'une émission continue et donc contrôlable.

Le transport des matières dangereuses à l'extérieur des bâtiments de l'entreprise n'est pas visé par le projet de loi : cette matière étant régie par d'autres dispositions réglementaires.

L'article est adopté par 17 voix et 3 abstentions.

Article 3

Un commissaire propose par voie d'amendement de supprimer le dernier alinéa de cet article.

Cet amendement est justifié comme suit :

« Cette exception a été reprise littéralement de la directive de la C.E.E.

Dit amendement luidt als volgt :

« In dit artikel, het cijfer 2 te vervangen als volgt :

« 2. Fabrikant : De persoon die feitelijk en juridisch de hoofverantwoordelijkheid draagt voor een industriële activiteit. »

Het wordt verantwoord als volgt :

« Deze definitie houdt meer rekening met de sociale werkelijkheid en vermijdt dat de verantwoordelijkheid wordt afgeschoven op een ondergeschikte werknemer. »

De Staatssecretaris verwijst naar de tekst van de richtlijn en wenst niet af te wijken van de definitie die er in voorkomt.

Zij stipt aan dat bij het opmaken van het ontwerp wel degelijk de exploitant van de industriële activiteit werd bedoeld en dat met name het begin van artikel 4 duidelijk aangeeft welke interpretatie moet worden gegeven aan de term « fabrikant », die niet kan slaan op een ondergeschikte van de onderneming.

Een commissielid voegt daaraan toe dat de fabrikant slechts verantwoordelijk kan worden gesteld op grond van de bepalingen van het wetsontwerp of op grond van zijn uitvoeringsbesluiten.

Het amendement wordt ingetrokken.

Een ander lid stelt vragen over het « statuut » van de bijlagen bij het ontwerp. De Staatssecretaris antwoordt dat de bijlagen tot de wet zelf behoren en dat de terminologie en de begrippen die er in voorkomen uit de richtlijn werden overgenomen.

De Staatssecretaris verduidelijkt vervolgens het begrip « zwaar ongeval ». Dat kan betrekking hebben op een emissie in het water, in de lucht of op de grond, evenals op een brand of een ontploffing, met dien verstande dat het om een onvoorziene en plots optredende (in tegenstelling tot een voortdurende) gebeurtenis moet gaan die groot gevaar inhoudt, ook al is dat slechts op termijn.

De « ramp van Hoboken » kan in die zin niet als een zwaar ongeval worden beschouwd omdat het om een aanhoudende en dus controleerbare emissie ging.

Het vervoer van gevaarlijke stoffen buiten de gebouwen van het bedrijf valt buiten het kader van het wetsontwerp : deze materie wordt door andere verordeningen geregeld.

Het artikel wordt aangenomen met 17 stemmen bij 3 onthoudingen.

Artikel 3

Een lid stelt bij wijze van amendement voor het laatste lid van dit artikel te doen vervallen.

Hij verantwoordt zijn amendement als volgt :

« Deze uitzondering werd letterlijk overgenomen uit de E.E.G.-richtlijn.

Dans le contexte belge, on ne voit pas clairement ce qui y est visé. Pour autant que je sache, il n'y a pas, dans la législation belge, de prescriptions visant à prévenir les accidents majeurs en ce qui concerne les installations assurant l'élimination de déchets toxiques et dangereux. Si tel devait être le cas, il serait préférable de faire référence ici à la législation belge qui devrait pourvoir à cette prévention. »

Le Secrétaire d'Etat rappelle que cette exclusion a été reprise textuellement de la directive et il n'est pas indiqué d'adopter une attitude différente car il se pourrait que les Communautés européennes adoptent dans l'avenir des mesures spécifiques de prévention d'accidents majeurs à appliquer aux installations de traitement de déchets toxiques et dangereux.

Dans ce cas, des instruments juridiques mieux adaptés devraient prendre le relais.

Quoi qu'il en soit, aussi longtemps que les Communautés européennes ne promulguent pas de réglementation propre à la prévention d'accidents pour les installations de traitement de déchets toxiques et dangereux, ces installations restent soumises aux dispositions de la loi.

L'amendement est retiré.

Certains membres regrettent les exclusions visées par cet article : cette attitude étant susceptible de faire naître dans l'opinion publique le sentiment que rien n'est réglé puisque le problème n'a pas été abordé dans son ensemble.

Le Secrétaire d'Etat signale que pour toutes les exceptions, des règles spécifiques existent déjà et, comme le précise son intitulé, cette loi ne vise que certaines activités industrielles, pour lesquelles précisément, aucune mesure particulière de prévention d'accidents majeurs n'existe.

En ce qui concerne les installations nucléaires par exemple, des mesures de prévention très détaillées et un rapport de sécurité sont imposés; en outre, des plans de secours extérieurs ont été élaborés et testés.

Pour ce qui est du domaine militaire, les questions de sécurité et de secret militaire excluent toute ingérence étrangère à ce domaine.

Il est convenu d'annexer au rapport l'intitulé de toutes les dispositions réglementaires se rapportant aux installations et activités visées par l'article 3 (voir annexe A, page 28).

L'article 3 est adopté par 15 voix et 3 abstentions.

Article 4

Un premier amendement déposé à cet article vise à apporter les modifications suivantes :

« A. Faire précéder cet article des mots suivants :

« Chapitre II : Dispositions particulières à la Région bruxelloise. »

Justification

« Nous estimons que les modalités de notification relèvent de la compétence des Régions flamande, d'une part,

In de Belgische context is het niet duidelijk wat hiermede wordt bedoeld. Voor zover mij bekend zijn er in de Belgische wetgeving geen voorschriften die de voorkoming van zware ongevallen beogen voor de installaties voor de verwijdering van toxische en gevaarlijke afvalstoffen. Mocht dit wel het geval zijn, dan zou hier beter verwezen worden naar de Belgische wetgeving die hierin zou voorzien. »

De Staatssecretaris herinnert eraan dat deze uitzondering letterlijk werd overgenomen uit de richtlijn; zij vindt het niet aangewezen een andere houding aan te nemen want de Europese Gemeenschappen zouden in de toekomst specifieke maatregelen kunnen uitvaardigen ter voorkoming van zware ongevallen voor installaties waarin toxische en gevaarlijke afvalstoffen worden verwerkt.

In dat geval dient een meer aangepast juridisch instrumentarium te worden opgezet.

Wat er ook van zij, zolang de Europese Gemeenschappen geen specifieke reglementen uitvaardigen ter voorkoming van zware ongevallen in installaties voor de verwerking van toxische en gevaarlijke afvalstoffen, blijven de bestaande wettelijke bepalingen van toepassing op deze installaties.

Het amendement wordt ingetrokken.

Verschillende leden betreuren de uitzonderingen die in dit artikel worden gemaakt : deze houding kan bij de publieke opinie de indruk wekken dat niets is geregeld, aangezien het probleem niet in zijn geheel wordt aangepakt.

De Staatssecretaris stipt aan dat voor alle uitzonderingen reeds specifieke regelingen bestaan en dat dit wetsontwerp, zoals uit het opschrift blijkt, enkel bepaalde industriële activiteiten op het oog heeft waarvoor geen bijzondere maatregelen ter voorkoming van zware ongevallen bestaan.

Voor de nucleaire installaties bijvoorbeeld worden nu al zeer gedetailleerde preventiemaatregelen evenals het opmaken van een veiligheidsrapport opgelegd en worden bovendien plannen voor hulp van buitenuit uitgewerkt en uitgetest.

Op militair gebied sluiten veiligheidsoverwegingen en het militair geheim elke vreemde inmenging ter zake uit.

Er is overeengekomen alle wetten en verordeningen met betrekking tot de installaties en tot de activiteiten als bedoeld in artikel 3 als bijlage bij het rapport te vermelden (zie bijlage A, blz. 28).

Artikel 3 wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 3 onthoudingen.

Artikel 4

Een eerste amendement dat bij dit artikel wordt ingediend, strekt om de volgende wijzigingen aan te brengen :

« A. Vóór dit artikel in te voegen de woorden :

« Hoofdstuk II : Bijzondere bepalingen voor het Brussels Gewest. »

Verantwoording

« Wij zijn van oordeel dat de regeling in verband met de kennisgevingen behoort tot de bevoegdheid, respectie-

et wallonne, d'autre part, et ce en vertu de l'article 6, § 1^{er}, II, 1^o, « la protection de l'environnement, dans le respect des normes légales générales et sectorielles », ou de l'article 6, § 1^{er}, II, 3^o, « la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, sous réserve des dispositions relatives à la protection du travail », de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Par conséquent, cette matière ne peut être réglée par la loi que pour la Région bruxelloise.

« B. Compléter le § 1^{er} du même article par la disposition suivante :

« La notification doit contenir les informations relatives aux substances mentionnées aux annexes II ou III, et relatives à l'installation et à des situations éventuelles qui peuvent se présenter en cas d'accident majeur. »

« C. Au § 2 du même article, supprimer le mot « importantes. »

Justification

« Il faut éviter autant que possible l'utilisation de termes susceptibles d'interprétation. »

« D. Remplacer le § 4 du même article par le texte suivant :

« § 4. Le Roi fixe, dans le respect de la loi coordonnée du 20 juillet 1979 créant des institutions communautaires et régionales provisoires, les modalités de la notification et détermine les éléments et informations qu'elle doit comporter. »

Justification

(pour les §§ 1^{er} et 4)

« L'ajout au § 1^{er} vise à établir clairement que la notification concerne les informations visées à l'article 5 de la directive « Seveso ».

L'ajout au § 4 vise à établir clairement que les modalités de la notification concernant la Région bruxelloise constituent une matière dans laquelle une politique différenciée suivant les régions se justifie en tout ou partie. Cette matière concerne notamment tout ce qui est visé à l'article 2, 3^o, e), de l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme, où une politique régionale différenciée se justifie — en particulier les établissements auxquels s'applique le règlement général pour la protection du travail.

Cela signifie que l'arrêté royal d'exécution de l'article 4, § 4, est soumis à la délibération de l'Exécutif de la Région bruxelloise. »

L'amendement A est retiré.

Le Secrétaire d'Etat marque son accord sur l'amendement B.

Cet amendement est adopté par 12 voix contre 2 et 3 abstentions.

velijk van het Vlaamse en Waalse Gewest en dit op grond van respectievelijk artikel 6, § 1, II, 1^o, « de bescherming van het leefmilieu, met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen » en artikel 6, § 1, II, 3^o, « de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, onder voorbehoud van de bepalingen die betrekking hebben op de arbeidsbescherming » van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Bij wet kan deze materie derhalve alleen geregeld worden voor het Brusselse Gewest. »

« B. § 1 van hetzelfde artikel aan te vullen als volgt :

« De kennisgeving moet de inlichtingen bevatten met betrekking tot de stoffen die in bijlage II, respectievelijk in bijlage III zijn vermeld, met betrekking tot de installatie en met betrekking tot eventuele situaties die zich bij een zwaar ongeval kunnen voordoen. »

« C. In § 2 van hetzelfde artikel het woord « belangrijke » te doen vervallen. »

Verantwoording

« Er moet zoveel mogelijk vermeden worden dat woorden worden gebruikt die voor interpretatie vatbaar zijn. »

« D. § 4 van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« § 4. De Koning stelt, met inachtneming van de gecoördineerde wet van 20 juli 1979 tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, nadere regels voor de kennisgeving en bepaalt tevens de elementen en de inlichtingen die zij moet inhouden. »

Verantwoording

(van de §§ 1 en 4)

« De aanvulling van § 1 beoogt duidelijk te maken dat de kennisgeving betrekking heeft op de inlichtingen bedoeld in artikel 5 van de Seveso-richtlijnen.

De aanvulling van § 4 heeft tot doel duidelijk te maken dat de regeling met betrekking tot de kennisgevingen wat het Brussels Gewest betreft een aangelegenheid is waarin een verschillend gewestelijk beleid geheel of ten dele verantwoord is. Met name heeft deze materie betrekking op het bepaalde in artikel 2, 3^o, e), van het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van ruimtelijke ordening en stedenbouw, waarin een verschillend beleid verantwoord is — met name de inrichtingen waarop het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming toepasselijk is.

Dit betekent dat het koninklijk besluit dat uitvoering moet geven aan artikel 4, § 4, onderworpen is aan de beraadslaging van de Executieve van het Brussels Gewest. »

Amendement A wordt ingetrokken.

De Staatssecretaris gaat akkoord met amendement B.

Dit amendement wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen, bij 3 onthoudingen.

Quant à l'amendement C, le Secrétaire d'Etat fait observer qu'il s'agit là du texte même de la Directive et que cette notion « qui pourrait avoir des implications importantes »... se retrouve dans le Règlement général pour la protection des travailleurs au titre I^{er}, chapitre I^{er}, article 14, sous la forme « est de nature à aggraver, les dangers... », et que l'application de ce type de disposition n'a jamais posé de problèmes insurmontables.

Cet amendement est rejeté par 10 voix contre 7.

L'amendement D est également retiré.

Un deuxième amendement à cet article est libellé comme suit :

« A. Au § 2 de cet article, remplacer les mots « qui pourrait avoir des implications importantes pour les » par les mots « qui comporte des ».

B. Au § 3 du même article, remplacer le mot « périodiquement » par les mots « au moins tous les cinq ans. »

En voici la justification :

« A. Le texte du projet n'est pas clair.

B. L'adaptation des données est nécessaire. Elle sera effective si la périodicité est précisée. »

Le Secrétaire d'Etat souligne que la suppression au § 2 du temps conditionnel ne peut être envisagée car il convient de viser, non seulement les modifications qui ont des implications importantes et bien connues pour les risques d'accidents majeurs mais aussi bien évidemment celles qui pourraient en avoir en raison de circonstances inhabituelles ou d'effets synergiques qu'il revient au fabricant de déterminer.

Quant à la modification envisagée au § 3, le mot « périodiquement » permet plus de souplesse dans l'application.

L'amendement A est rejeté par 13 voix contre 3 et 1 abstention.

L'amendement B est rejeté par 9 voix contre 9 et 1 abstention.

Un commissaire demande ensuite si la Commission chargée du contrôle et de l'étude de la simplification et de la réduction des obligations et formalités administratives, applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants, (Commission Comform) a été consultée.

Le Secrétaire d'Etat souligne que le projet de loi n'introduit que le principe de nouvelles procédures. Celles-ci seront réellement définies et précisées par arrêtés royaux, lesquels seront préalablement soumis à la Commission Comform.

L'article 4 est adopté à l'unanimité des 19 membres présents.

In verband met amendement C merkt de Staatssecretaris op dat het hier om de tekst zelf van de richtlijn gaat en dat de woorden « die een belangrijke invloed zou kunnen hebben » ... ook terug te vinden zijn in het Algemeen Reglement voor de bescherming van de arbeid waar onder titel I, hoofdstuk I, artikel 14, de woorden gebruikt worden « van die aard is dat de gevaren ... erdoor verergerd worden » en dat de toepassing van deze beschikking nooit tot onoverkomelijke moeilijkheden heeft geleid.

Het amendement wordt verworpen met 10 tegen 7 stemmen.

Amendement D wordt ingetrokken.

Op hetzelfde artikel wordt een tweede amendement ingediend dat luidt als volgt :

« A. In § 2 van dit artikel de woorden « die een belangrijke invloed zou kunnen hebben op de risico's van zware ongevallen » te vervangen door de woorden « die risico's van zware ongevallen inhoudt ».

B. In § 3 van dit artikel de woorden « op gezette tijden » te vervangen door de woorden « ten minste iedere vijf jaar. »

De verantwoording luidt als volgt :

« A. De tekst van het ontwerp is niet duidelijk.

B. Aanpassing van de gegevens is noodzakelijk. Dat heeft alleen zin als wordt bepaald wanneer dat moet gebeuren. »

De Staatssecretaris onderstreept dat de voorwaardelijke wijs in § 2 niet mag wegvallen omdat niet alleen de wijzigingen beoogd worden die een belangrijke en bekende invloed hebben op de risico's van zware ongevallen, maar vanzelfsprekend ook die wijzigingen die een dergelijke invloed zouden kunnen hebben op grond van ongewone omstandigheden of synergische effecten die de fabrikant dient te bepalen.

Wat de voorgestelde wijziging aan § 3 betreft, maakt de term « op gezette tijden » een meer soepele toepassing mogelijk.

Amendement A wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen, bij 1 onthouding.

Amendement B wordt verworpen met 9 tegen 9 stemmen, bij 1 onthouding.

Een lid wenst te weten of het advies werd ingewonnen van de Commissie belast met de controle en met de studie van de vereenvoudiging en de vermindering van de administratieve verplichtingen en formaliteiten, opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen (Commissie Comform).

De Staatssecretaris onderstreept dat het wetsontwerp enkel het principe van nieuwe procedures invoert. Die zullen definitief worden uitgewerkt en omschreven in koninklijke besluiten die vooraf aan de Commissie Comform zullen worden voorgelegd.

Artikel 4 wordt aangenomen met eenparigheid van de 19 aanwezige leden.

Article 5

Un commissaire propose par voie d'amendement de remplacer cet article par la disposition suivante :

« Pour les activités industrielles existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les fabricants ont l'obligation de présenter, dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi, la notification prévue à l'article 4 à l'autorité compétente chargée de la recevoir. »

Cet amendement est justifié comme suit :

« Un délai d'un an doit être considéré comme largement suffisant pour respecter la notification complète. »

Si l'administration ne peut prendre en temps utile toutes les dispositions préparatoires, il peut en être tenu compte pour déterminer la date d'entrée en vigueur de la loi et des arrêtés d'exécution. »

Un autre amendement vise à remplacer cet article par la disposition suivante :

« Pour les activités industrielles existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les fabricants ont l'obligation de présenter la notification prévue à l'article 4 à l'autorité compétente chargée de la recevoir, dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi. »

La justification est la suivante :

« Il paraît plus fonctionnel de retenir une seule procédure et, pour la faciliter, de fixer un délai à mi-chemin des deux procédures envisagées dans le projet. »

L'auteur de cet amendement souhaite connaître la différence qui existe entre la déclaration simplifiée de l'arrêté royal précité du 1^{er} février 1985 et celle imposée par le projet de loi et pourquoi fixer un délai d'un an.

Le Secrétaire d'Etat répond que :

1. les éléments de la déclaration simplifiée sont identiques puisque ce sont ceux repris de la directive mais signale que les informations demandées par le Ministère de l'Emploi et du Travail le sont dans le cadre de lois dont les objectifs sont de « protéger le travailleur » et que dès lors, des problèmes juridiques se poseraient inévitablement si ce Ministère devait transmettre ces informations à d'autres autorités afin d'organiser par exemple, la protection de l'environnement ou la « sécurité de la population ».

D'où la nécessité d'imposer cette déclaration simplifiée dans le cadre d'une loi à caractère plus général;

2. le délai d'un an est un délai minimum tant la matière est vaste et complexe et que nous ne disposons en Belgique

Artikel 5

Een lid stelt bij wijze van amendement voor dit artikel te vervangen als volgt :

« Voor de industriële activiteiten die bestaan op het ogenblik van het in werking treden van deze wet, hebben de fabrikanten de verplichting, binnen een termijn van één jaar na het in werking treden van deze wet, een kennisgeving, bedoeld in artikel 4, voor te leggen aan de overheid belast met de inontvangstname van de kennisgeving. »

Het amendement wordt verantwoord als volgt :

« Een termijn van één jaar moet als ruim voldoende worden geacht om de volledige kennisgeving in acht te nemen. »

Indien de administratie niet tijdig alle voorbereidende schikkingen kan treffen, kan daar rekening mee worden gehouden bij het bepalen van de toepassingsdatum van de wet en de uitvoeringsbesluiten. »

Een ander amendement strekt om dit artikel te vervangen als volgt :

« Voor de industriële activiteiten die bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, zijn de fabrikanten verplicht de kennisgeving bedoeld in artikel 4 voor te leggen aan de bevoegde overheid belast met het in ontvangst nemen van die kennisgeving, binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet. »

De verantwoording luidt als volgt :

« Het lijkt beter een procedure voor te schrijven en een termijn te bepalen die halfweg ligt tussen die van de twee procedures waarin het ontwerp voorziet. »

De indiener van het amendement wenst te weten welk verschil er bestaat tussen de vereenvoudigde kennisgeving van het voornoemde koninklijk besluit van 1 februari 1985 en de kennisgeving die door het wetsontwerp wordt opgelegd; hij wenst eveneens te weten waarop de termijn van een jaar berust.

De Staatssecretaris antwoordt :

1. dat de gegevens van de vereenvoudigde kennisgeving identiek zijn aangezien zij zijn overgenomen uit de richtlijn; hij wijst er echter op dat de inlichtingen die door het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid gevraagd worden, moeten gezien worden in het licht van de wetten die de « bescherming van de arbeider » op het oog hebben en dat er juridische problemen zouden kunnen rijzen wanneer deze inlichtingen worden doorgegeven aan andere overheden, bijvoorbeeld met het oog op de bescherming van het leefmilieu of van de « veiligheid van de bevolking ».

Om die reden dient deze vereenvoudigde kennisgeving te worden opgelegd in het kader van een wetgeving met een meer algemeen karakter;

2. dat de termijn van een jaar als een minimum moet worden beschouwd, omdat de materie zo ruim en ingewikkeld is

que de très peu d'expérience en matière de traitement de ces informations : il faut le temps de s'organiser et être en possession de cette information plus rapidement ne servirait pas à grand-chose.

Il est ensuite procédé à un long échange de vues quant à la question de savoir si les deux délais prévus par le projet doivent être maintenus.

A cet égard, un membre souhaite que la réglementation soit à la fois efficace et simple, même si l'on s'écarte ainsi quelque peu des dispositions de la directive. Dès lors, l'intervenant plaide en faveur du deuxième amendement.

Le Secrétaire d'Etat fait observer que le raccourcissement des délais ne constitue pas une simplification. Certes, on pourrait abandonner la procédure transitoire, mais on empêcherait dans ce cas la communication à court terme des données dont les entreprises disposent dès à présent (elles ont déjà été communiquées au département de l'Emploi et du Travail).

Le Secrétaire d'Etat répète que la « Commission Comform » sera consultée pour l'exécution de la loi.

L'auteur du deuxième amendement fait remarquer que cette Commission ne pourra apporter aucune modification à la réglementation fixée par la loi en discussion. Il insiste à nouveau pour qu'on ne surcharge pas les services administratifs des entreprises.

Il se demande, de même qu'un autre membre, s'il ne serait pas plus simple de demander ces données au département de l'Emploi et du Travail que de s'adresser encore une fois à toutes les entreprises.

Le Secrétaire d'Etat répond que la procédure proposée n'entraîne aucune difficulté pour les entreprises. Les données à fournir existent. D'autre part, la matière du projet est très complexe. C'est la première fois qu'on élabore une réglementation afin de prévenir des accidents éventuels. Il n'existe aucun exemple en la matière : on n'a pas encore non plus effectué d'étude dans ce domaine.

D'où le souci de procéder progressivement et de collecter, dans une première phase, le plus rapidement possible, les données qui existent.

Le Secrétaire d'Etat fait ensuite remarquer que, juridiquement, il n'est pas possible de demander au Ministre de l'Emploi et du Travail les informations qu'il reçoit en exécution de sa propre législation. Il ne peut transmettre ces données à d'autres départements. Le projet en question instaure une coordination relative à la collecte de renseignements. Cette coordination incombera au ministre compétent pour l'environnement.

L'auteur du premier amendement n'est pas convaincu de la nécessité de maintenir le délai de 3 ans. A son avis, l'administration ne doit pas attendre le vote du projet pour entamer la préparation des arrêtés d'exécution.

et wij in België zeer weinig ervaring hebben met de verwerking van deze gegevens : de organisatie vergt enige tijd en vlugger in het bezit komen van deze informatie zou weinig zoden aan de dijk brengen.

Er wordt vervolgens vrij langdurig van gedachten gewisseld over de vraag of de twee termijnen waarin het ontwerp voorziet, moeten worden gehandhaafd.

In dit verband wenst een lid dat de regeling tegelijk doeltreffend en eenvoudig zou zijn, ook al wijkt men daarmee enigszins af van de bepalingen van de richtlijn. Het commissielid pleit derhalve voor het tweede amendement.

De Staatssecretaris merkt op dat de verkorting van de termijnen geen vereenvoudiging is. Men zou weliswaar de overgangsprocedure kunnen weglaten maar in dat geval verhindert men dat op korte termijn de gegevens worden meege-deeld waarover de bedrijven nu reeds beschikken (werden reeds medegedeeld aan Tewerkstelling en Arbeid).

De Staatssecretaris herhaalt dat, voor de uitvoering van deze wet, de « Commissie Comform » zal worden geraadpleegd.

De indiener van het tweede amendement merkt op dat deze Commissie geen wijziging zal kunnen aanbrengen in de bij deze wet vastgelegde regeling. Hij dringt er nogmaals op aan de administratieve diensten van de bedrijven niet te overbelasten.

Samen met een ander lid vraagt hij zich af of het niet eenvoudiger zou zijn die gegevens op te vragen bij het departement van Tewerkstelling en Arbeid in plaats van nogmaals alle bedrijven aan te schrijven.

De Staatssecretaris antwoordt dat de voorgestelde procedure voor de bedrijven geen moeilijkheden oplevert. De te verstrekken gegevens bestaan. Van de andere kant is de materie van het ontwerp zeer complex. Het is de eerste maal dat een regeling wordt uitgewerkt om mogelijke ongevallen te voorkomen. Ter zake zijn er geen voorbeelden : er is op dit vlak ook nog geen onderzoekswerk verricht.

Vandaar de zorg om geleidelijk te werk te gaan en in een eerste fase, maar dan wel zo spoedig mogelijk, de gegevens te verzamelen die bestaan.

De Staatssecretaris merkt vervolgens op dat het juridisch niet mogelijk is aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de informatie te vragen die hij ter uitvoering van zijn eigen wetgeving ontvangt. Hij mag die gegevens niet aan andere departement overzenden. Met dit ontwerp wordt m.b.t. het inwinnen van inlichtingen een coördinatie ingevoerd. Die coördinatie zal berusten bij de minister bevoegd voor het leefmilieu.

De indiener van het eerste amendement is niet overtuigd van de noodzaak om de termijn van 3 jaar te handhaven. Zijns inziens hoeft de administratie niet te wachten op de goedkeuring van dit ontwerp om met de voorbereiding van de uitvoeringsbesluiten te beginnen.

Son principal argument en faveur du maintien d'un délai le plus bref possible est constitué par les risques élevés allant de pair avec certaines activités industrielles. La directive fixe un délai maximum. Notre pays a la faculté de le raccourcir.

Plusieurs membres plaident encore en faveur du maintien du texte du projet, qui est manifestement le résultat d'un compromis entre, d'une part, la nécessité d'agir rapidement et, d'autre part, l'impossibilité de prendre les arrêtés d'exécution à court terme.

Mis aux voix, le premier amendement est rejeté par 10 voix contre 7 et 3 abstentions.

Le second amendement est adopté par 12 voix contre 8.

Article 6

Un premier amendement propose les modifications suivantes :

« A. Au § 1^{er} de cet article, remplacer les mots « le ministre qui a l'environnement dans ses attributions » par les mots « le membre de l'exécutif de la Région bruxelloise désigné à cette fin par cet exécutif ».

B. Remplacer le § 2, 1, du même article, par ce qui suit :

« 1. Le membre de l'exécutif de la Région bruxelloise visé au § 1^{er} transmet la notification et tous les éléments et informations qui l'accompagnent aux ministres ayant dans leurs attributions l'emploi et le travail et la protection civile. »

C. Remplacer le § 2, 3, du même article par ce qui suit :

« 3. Le Roi définit, dans le respect de la loi coordonnée du 20 juillet 1979 créant des institutions communautaires et régionales provisoires, les critères permettant d'établir les zones territoriales susceptibles d'être affectées par un accident majeur. »

D. Remplacer le § 3 du même article par ce qui suit :

« § 3. Le membre de l'exécutif de la Région bruxelloise visé au § 1^{er} détermine sur une base scientifique, à partir des critères visés au § 2, 3, et sur la base de la notification, pour chaque activité industrielle soumise à cette notification, les zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur. »

E. Remplacer le § 4 du même article par ce qui suit :

« § 4. Le membre de l'exécutif de la Région bruxelloise visé au § 1^{er} communique à toutes les autorités visées par cet article les zones territoriales qu'il a déterminées pour chaque activité indiquée. »

Zijn belangrijkste argument om de termijn zo kort mogelijk te houden zijn de zware risico's verbonden aan bepaalde industriële activiteiten. De richtlijn bepaalt een maximum-termijn. Het staat ons land vrij die in te korten.

Enkele leden pleiten nog voor het behoud van de ontwerp-tekst die klaarblijkelijk het gevolg is van een compromis tussen de noodzaak om snel te handelen enerzijds en de onmogelijkheid om op korte termijn klaar te zijn met de uitvoeringsbesluiten anderzijds.

Het eerste amendement wordt vervolgens ter stemming gelegd en verworpen met 10 tegen 7 stemmen, bij 3 onthoudingen.

Het tweede amendement wordt aangenomen met 12 tegen 8 stemmen.

Artikel 6

Met een eerste amendement worden de volgende wijzigingen voorgesteld :

« A. In § 1 van dit artikel de woorden « De minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort » te vervangen door : « Het lid van de Executieve van het Brusselse Gewest hiertoe aangewezen door deze Executieve. »

B. § 2, 1, van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« 1. Het in § 1 bedoelde lid van de Executieve van het Brusselse Gewest deelt de kennisgeving en alle gegevens en inlichtingen die deze kennisgeving begeleiden mee aan de ministers tot wiens bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid en de Civiele Bescherming behoren. »

C. § 2, 3, van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« 3. De Koning bepaalt met inachtneming van de gecoördineerde wet van 20 juli 1979 tot oprichting van voorlopige Gemeenschaps- en Gewestinstellingen de criteria die de afbakening mogelijk maken van gebieden die door een zwaar ongeval zouden kunnen getroffen worden. »

D. § 3 van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« § 3. Het in § 1 bedoelde lid van de Executieve van het Brussels Gewest bepaalt voor elke industriële activiteit die aan kennisgeving onderworpen is, op wetenschappelijke basis, op grond van de criteria bedoeld in § 2, 3, en op grond van de kennisgeving, de zones die door een zwaar ongeval gevaar zouden kunnen lopen. »

E. § 4 van hetzelfde artikel te vervangen als volgt :

« § 4. Het in § 1 bedoelde lid van de Executieve van het Brusselse Gewest meldt aan alle overheden vernoemd in dit artikel, de geografische zones die hij heeft bepaald voor elke aangeduide activiteit. »

Justification

« Les amendements proposés à l'article 6 résultent automatiquement de la constatation que ces actes relèvent de la compétence des régions. L'article 6 doit donc être adapté, de sorte que les compétences visées en l'espèce soient accordées au ministre compétent sur le plan régional. Une solution similaire est proposée pour la Région flamande; voir la proposition de décret « houdende regeling van de veiligheidsrapportering en houdende organisatie van de preventie van milieurampen in het Vlaamse Gewest » de M. L. Vanvelthoven et consorts, déposée au Conseil flamand le 30 décembre 1985. »

Cet amendement devient sans objet, vu le résultat du vote sur l'amendement qui a été déposé à l'article 1^{er}.

Plusieurs membres déposent un amendement rédigé comme suit :

A. Au § 1^{er} de cet article, remplacer les mots « le Ministre qui a l'Environnement » par les mots « le Ministre qui a l'Emploi et le Travail ».

B. Au § 2, 1, de cet article, après les mots « tels quels », ajouter les mots « avec l'avis du Ministre compétent » et remplacer les mots « l'Emploi et le Travail » par les mots « l'Environnement ».

C. Aux §§ 3 et 4 de cet article, remplacer les mots « le Ministre qui a l'Environnement » par les mots « le Ministre qui a l'Emploi et le Travail. »

La justification est la suivante :

« Le souci de la sécurité extérieure ne peut dissimuler la préoccupation qu'il faut avoir des gens qui sont à l'intérieur de l'entreprise. Or cette préoccupation est assumée par le Ministre de l'Emploi et du Travail chargé de faire respecter le Règlement général pour la protection du travail.

Dès lors, la notification prévue à l'article 4 ne serait-elle pas mieux dirigée vers le ministre de l'Emploi et du Travail, à qui incombe la sécurité interne ?

C'est le ministre de l'Emploi et du Travail qui connaît le mieux les activités industrielles dangereuses.

Aussi le circuit d'information sera plus simple et plus efficace, si on remplace à l'article 6, 1^o, les mots « le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions » par les mots « le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions ».

Dès lors, au 6, 2^o, la transmission de la notification serait effectuée par le Ministre de l'Emploi et du Travail vers les autres ministères qui trouveraient dans le dossier l'avis technique du ministre de l'Emploi et du Travail. Cet avis comporterait l'évaluation des dangers réels et l'indication des mesures de sécurité à prévoir.

Verantwoording

De bij artikel 6 voorgestelde amendementen vloeien automatisch voort uit de vaststelling dat deze handelingen behoren tot de bevoegdheid van de Gewesten. Het artikel 6 moet dan ook worden aangepast, zodat de hier bedoelde bevoegdheden worden toegekend aan de bevoegde minister op gewestelijk vlak. Een gelijkaardige oplossing wordt voorgesteld voor het Vlaamse Gewest; zie het voorstel van decreet houdende regeling van de veiligheidsrapportering en houdende organisatie van de preventie van milieurampen in het Vlaamse Gewest van de heer L. Vanvelthoven c.s., neergelegd in de Vlaamse Raad op 30 december 1985. »

Dit amendement vervalt, gelet op de uitslag van de stemming over het amendement ingediend bij artikel 1.

Verschillende leden dienen een amendement in dat luidt als volgt :

A. In § 1 van dit artikel de woorden « tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort » te vervangen door de woorden « tot wiens bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid behoren »;

B. In § 2, 1, van dit artikel, na de woorden « als dusdanig » in te voegen de woorden « samen met het advies van de bevoegde Minister » en de woorden « Tewerkstelling en Arbeid » te vervangen door de woorden « het Leefmilieu »;

C. In de §§ 3 en 4 van dit artikel de woorden « het Leefmilieu » te vervangen door de woorden « Tewerkstelling en Arbeid. »

Het wordt verantwoord als volgt :

« Het streven naar externe veiligheid mag de bezorgdheid voor hen die zich binnen de onderneming bevinden, niet op de achtergrond schuiven. Nu berust die verantwoordelijkheid bij de minister van Tewerkstelling en Arbeid, die het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming moet doen naleven.

Zou de kennisgeving bedoeld in artikel 4 daarom niet beter gedaan worden aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, die verantwoordelijk is voor de interne veiligheid ?

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kent het best de gevaarlijke industriële activiteiten.

De informatiekkanalen zullen veel eenvoudiger en efficiënter werken wanneer in artikel 6, § 1, « de minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort » wordt vervangen door « de minister tot wiens bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid behoren ».

Zo zou, volgens artikel 6, § 2, de minister van Tewerkstelling en Arbeid die kennisgeving moeten meedelen aan de andere ministeries, die dan in het dossier het technisch advies van de minister van Tewerkstelling en Arbeid zouden vinden. Dit advies zou een afweging van de werkelijke gevaren moeten omvatten, evenals een opgave van de te nemen veiligheidsmaatregelen.

De la même manière, aux §§ 3 et 4. 'le ministre de l'Emploi et du Travail doit être substitué au ministre de l'Environnement.

C'est lui, en effet, qui dispose des éléments pour apprécier scientifiquement les mesures à prendre pour des zones précises. »

Le Secrétaire d'Etat déclare que le Gouvernement s'est prononcé en Conseil des Ministres, sur la version actuelle du projet de loi et qu'accepter cet amendement revient à déformer totalement le projet de loi.

Un des auteurs de l'amendement se justifie en expliquant que, puisque le Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé d'assurer la sécurité intérieure, il assure du même coup la sécurité extérieure et que dès lors, il représente l'autorité centrale la mieux placée pour recevoir la notification.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il n'est pas exact de prétendre que par le biais des mesures de sécurité visant les travailleurs, la population est en même temps protégée. En effet, on peut imaginer le déversement de grandes quantités de produits très toxiques dans les égouts ou les cours d'eau, ce qui, inévitablement aura des conséquences à l'extérieur de l'usine, sans en avoir nécessairement à l'intérieur.

Le Secrétaire d'Etat ajoute encore que l'autorité à qui revient la charge de la notification, doit être en toute logique celle dont les missions sont les plus larges : protéger l'environnement, en ce compris « l'homme », est plus large que protéger « l'homme » en tant que travailleur.

L'amendement est retiré.

L'article 6 est adopté par 19 voix et 1 abstention.

Article 7

Un amendement est ensuite déposé, visant à :

« A. Faire précéder cet article des mots suivants :
« Chapitre III. — Dispositions applicables au Royaume. »

La justification en est la suivante :

« La matière traitée dans les articles qui suivent relève de la compétence nationale. Nous proposons des amendements là où ils sont nécessaires. Ces amendements doivent être lus conjointement avec la proposition de décret précitée de M. L. Vanvelthoven et consorts, déposée au Conseil flamand le 30 décembre 1985. »

« B. Remplacer le § 2, 3, de cet article par ce qui suit :

« 3. de mettre préalablement à la disposition du ministre compétent conformément à la législation régionale, les mêmes

Zo dient ook in § 3 en § 4 « de minister die het leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft » te worden vervangen door « de minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft ».

Laatstgenoemde minister beschikt immers over genoegzame gegevens om wetenschappelijk te kunnen uitmaken welke maatregelen voor bepaalde gebieden moeten worden genomen. »

De Staatssecretaris deelt mee dat de Regering zich in Ministerraad heeft uitgesproken over de huidige versie van het wetsontwerp en dat de goedkeuring van dit amendement tot gevolg zou hebben dat het wetsontwerp totaal wordt scheefgetrokken.

Een van de indieners van het amendement voert aan dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de interne veiligheid moet verzekeren en dus meteen instaat voor de externe veiligheid; hij is dan ook de best geplaatste centrale overheid om de kennisgeving in ontvangst te nemen.

De Staatssecretaris antwoordt dat het niet aangaat te beweren dat door middel van de veiligheidsmaatregelen ten gunste van de arbeiders tegelijkertijd de bevolking zelf beschermd wordt. Men kan zich heel goed een situatie indenken waarbij grote hoeveelheden erg toxische producten in riolen of waterlopen worden geloosd, hetgeen onvermijdelijk gevolgen zal hebben buiten het bedrijf maar niet noodzakelijk binnen het bedrijf.

De Staatssecretaris voegt daaraan toe dat de overheid die de kennisgeving in ontvangst moet nemen, logischerwijze die moet zijn welke met de ruimste taken is belast : de bescherming van het leefmilieu, die ook de bescherming van de mens inhoudt, is ruimer dan de bescherming van de mens als werknemer.

Het amendement wordt ingetrokken.

Artikel 6 wordt aangenomen met 19 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 7

Er wordt een amendement ter tafel gelegd dat strekt om :

« A. Vóór dit artikel in te voegen de woorden :
« Hoofdstuk III. — Bepalingen toepasselijk voor het Rijk. »

De verantwoording luidt :

« De materie die behandeld wordt in de volgende artikelen behoort tot de nationale bevoegdheid. Waar nodig stellen we nog amendementen voor. Deze amendementen moeten samen gelezen worden met het voorstel van decreet houdende regeling van de veiligheidsrapportering en houdende organisatie van de preventie van milieurampen in het Vlaamse Gewest van de heer L. Vanvelthoven c.s., neergelegd in de Vlaamse Raad op 30 december 1985. »

« B. § 2, 3, van dit artikel te vervangen als volgt :

« 3. het van tevoren ter beschikking stellen van de overeenkomstig de regionale wetgeving bevoegde minister van

informations que celles qui doivent être diffusées à la population et de lui communiquer la date de mise en diffusion de ces informations. »

« C. Ajouter à cet article un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le Roi détermine, sur l'avis des Exécutifs régionaux, les conditions auxquelles doivent satisfaire les plans d'urgence ainsi que les conditions auxquelles doit se faire l'information visée au § 2, 2. »

La justification en est la suivante :

« L'article doit être mis en concordance avec la répartition actuelle des compétences : la responsabilité de la protection de l'environnement incombe en effet aux régions.

L'adjonction d'un § 3 a pour but de parvenir à plus de clarté et d'uniformité en ce qui concerne les conditions auxquelles doivent satisfaire les plans d'urgence et l'information de la population.

Etant donné la grande responsabilité des régions, il est raisonnable que les projets d'arrêtés soient soumis à l'avis de leurs exécutifs. »

Cet amendement est retiré par son auteur pour les mêmes raisons que celles mentionnées à propos de l'article précédent.

Le Secrétaire d'Etat présente ensuite un amendement visant à modifier le § 1^{er} et à ajouter un § 3 et un § 4 à cet article. Voici cet amendement, ainsi que sa justification :

« A. Au § 1^{er} de cet article, après les mots « La protection civile », insérer les mots « et l'Environnement ».

B. Ajouter au même article un § 3 et un § 4 rédigés comme suit :

§ 3. Le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions est chargé de s'assurer que le fabricant a pris les mesures les plus appropriées en ce qui concerne les différentes opérations de l'activité industrielle notifiée pour prévenir les accidents majeurs et prévoir les moyens d'en limiter les conséquences sur l'homme.

§ 4. Sans préjudice des compétences définies par la loi spéciale du 8 août de réformes institutionnelles, le Roi peut, sur proposition des Ministres ayant l'Emploi et le Travail, la Protection civile et l'Environnement dans leurs attributions — ce dernier agissant en tant que coordonnateur —, après consultation des Exécutifs régionaux, prendre toute norme générale et sectorielle dans le but de prévenir les accidents majeurs et de prévoir les moyens d'en limiter les conséquences sur l'homme et l'environnement. »

dezelvde inlichtingen als die welke aan de bevolking moeten worden verstrekt alsmede van de datum waarop deze inlichtingen kunnen worden verspreid. »

« C. Aan hetzelfde artikel een § 3 toe te voegen, luidende :

« § 3. De Koning bepaalt, na advies van de Gewestexecutieven, de eisen waaraan de rampenplannen moeten voldoen alsmede de eisen waaraan de in § 2, 2, bedoelde voorlichting moet voldoen. »

De verantwoording luidt :

« Het artikel wordt in overeenstemming gebracht met de bestaande bevoegdheidsverdeling, de verantwoordelijkheid voor de bescherming van het leefmilieu ligt immers bij de gewesten.

De toevoeging van een § 3 heeft tot doel meer duidelijkheid en uniformiteit te bereiken aangaande de eisen waaraan de rampenplannen en de voorlichting van de bevolking moeten voldoen.

Gelet op de grote verantwoordelijkheid van de gewesten is het redelijk dat de ontwerpbesluiten worden onderworpen aan het advies van hun Executieven. »

Dit amendement wordt teruggenomen om dezelfde reden als vermeld bij het voorgaande artikel.

De Staatssecretaris dient vervolgens een amendement in tot wijziging van § 1 en tot toevoeging van een § 3 en een § 4 aan dit artikel. Dit amendement en de verantwoording ervan luiden als volgt :

« A. In § 1 van dit artikel, na de woorden « de Civiele Bescherming » in te voegen de woorden « en het Leefmilieu ».

B. Aan hetzelfde artikel een § 3 en een § 4 toe te voegen, luidende :

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en de Arbeid behoren heeft tot taak zich ervan te vergewissen dat de fabrikant de meest geschikte maatregelen heeft getroffen voor de verschillende verrichtingen van de industriële activiteit waarvan kennis is gegeven ten einde de zware ongevallen te voorkomen en te voorzien in de middelen om de gevolgen hiervan op de mens te beperken.

4. Onverminderd de bevoegdheden bepaald in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kan de Koning op voorstel van de Ministers bevoegd voor de Tewerkstelling en de Arbeid, de Civiele Bescherming en het Leefmilieu — met dien verstande dat laatstgenoemde als coördinator optreedt —, na overleg met de Executieven van de gewesten, alle algemene en sectoriële normen uitvaardigen ten einde de zware ongevallen te voorkomen en te voorzien in de middelen om de gevolgen hiervan op de mens en het leefmilieu te beperken. »

Justification

« A. Bien que les lois des 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, et 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail, constituent un cadre juridique satisfaisant pour permettre au Ministre de l'Emploi et du Travail de mener à bien la mission de prévention des accidents majeurs et de limitation de leurs conséquences sur l'homme, il semble indiqué dans un souci d'intégration et de logique juridique, de rassembler, dans une même loi, toutes les dispositions légales devant couvrir la matière visée.

Cela explique l'ajout du § 3.

B. Dans son avis sur le projet de loi, le Conseil d'Etat a fait observer que :

1. en ce qui concerne l'octroi des autorisations délivrées dans le cadre de la police des établissements classés — matière régionalisée aux termes de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles — il est tenu compte de l'incommodité que l'établissement entraînera pour le voisinage et des inconvénients que l'exploitation entraîne pour les travailleurs (matière demeurée de la compétence nationale).

2. en ce qui concerne les mesures relatives à une intervention de grande envergure qui s'adresse à une partie de la population, importante par hypothèse, qui serait menacée ou touchée par les conséquences d'un accident majeur, l'Etat garde manifestement une compétence générale de police.

Cette observation a conduit le Gouvernement à considérer que la Région exerce des compétences exclusives en matière de protection de l'homme et de l'environnement dans le voisinage des établissements et des compétences partagées, avec le pouvoir national pour la protection de l'homme et de l'environnement qui dépasse le cadre du voisinage immédiat.

Or, les conséquences d'un accident majeur peuvent aller au-delà du voisinage de l'établissement qui l'a engendré. Par conséquent, il fallait que l'Etat dispose d'une base juridique adéquate pour exercer ses compétences d'édicter des normes générales et sectorielles en matière de protection de l'environnement.

A l'instar de plusieurs pays européens qui ont déjà adopté des dispositions réglementaires sur les risques industriels, le Gouvernement souhaite par le biais des normes générales et sectorielles rencontrer au mieux les préoccupations en matière de santé, de sécurité et de protection de la nature et de l'environnement.

Cette approche nécessitera l'intégration de diverses mesures qui aujourd'hui sont prises isolément.

Plus aucun spécialiste en ce domaine, ne doute que ces questions de sécurité et de protection de l'environnement doivent être abordées dans leur globalité.

Verantwoording

« A. Ofschoon de wetten van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen en van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie, een voldoende juridisch kader uitmaken om de Minister van Tewerkstelling en Arbeid in staat te stellen zijn opdracht te volbrengen inzake het voorkomen van zware ongevallen en het beperken van de gevolgen hiervan op de mens, lijkt het toch aangewezen, in een perspectief van integratie en juridische logica, al de wettelijke bepalingen die onderhavige materie moeten dekken, in een zelfde wet samen te brengen.

Dit verklaart het toevoegen van § 3.

B. In zijn advies over dit wetsontwerp maakt de Raad van State de volgende opmerkingen :

1. wat betreft de exploitatievergunningen verleend in het kader van de politie der hinderlijke bedrijven — een materie die volgens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tot de Gewesten behoort — wordt er rekening gehouden met de hinder die de inrichting zal meebrengen voor de omgeving, evenals de ongemakken die de exploitatie meebrengt voor de werknemers (materie die nog valt onder de nationale bevoegdheid).

2. wat betreft de maatregelen verbonden met een hulpverlening op grote schaal aan een, per hypothese, belangrijk deel van de bevolking dat bedreigd wordt of getroffen is door de gevolgen van een zwaar ongeval, behoudt de Staat kennelijk een algemene politiebevoegdheid.

Aan de hand van deze opmerkingen meent de Regering dat het Gewest enerzijds exclusieve bevoegdheden uitoefent inzake de bescherming van de mens en het leefmilieu in de omgeving van de inrichtingen, maar anderzijds met de nationale overheid gedeelde bevoegdheden inzake de bescherming van de mens en het leefmilieu die buiten het kader van de onmiddellijke omgeving valt.

Welnu, de gevolgen van een zwaar ongeval kunnen verder reiken dan de omgeving van de inrichting waar het ontstaan is. De Staat moet derhalve op een aangepaste juridische basis steunen om zijn bevoegdheden te kunnen uitoefenen inzake het uitvaardigen van algemene en sectoriële normen betreffende de bescherming van het leefmilieu.

Naar het voorbeeld van sommige Europese landen die reeds verordeningen inzake industriële risico's aangenomen hebben, wil de Regering door algemene en sectoriële normen optimaal tegemoet komen aan de wensen inzake gezondheid, veiligheid en bescherming van de natuur en het milieu.

Om dit resultaat te bereiken, zullen verscheidene reglementeringen die nu afzonderlijk getroffen worden, geïntegreerd dienen te worden.

Dat de problemen inzake veiligheid en bescherming van het Leefmilieu globaal moeten worden aangepakt, wordt door geen enkele deskundige op dit gebied in twijfel getrokken.

Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est alors apparu comme l'autorité la mieux placée pour assurer au niveau des propositions réglementaires la coordination indispensable avec les Ministres ayant l'Emploi et le Travail et l'Intérieur dans leurs attributions. Dans le processus d'élaboration des normes et règles générales et sectorielles, les Exécutifs, en tant que partie intégrante de la prévention des accidents majeurs, seront consultés.

Cela explique l'ajout des mots « et l'Environnement » au § 1^{er} ainsi que le nouveau § 4. »

Un commissaire trouve que le § 1^{er} donne aux ministres une compétence exceptionnellement étendue. Nous devons être conscients, dit-il, des conséquences que cette disposition peut avoir pour la direction d'une entreprise.

L'intervenant considère en outre que la coordination prévue au § 4 devrait déjà être inscrite au § 1^{er}.

Le Secrétaire d'Etat est d'accord sur cette dernière remarque et propose de libeller le § 1^{er} comme suit :

« § 1^{er}. Les Ministres ayant l'Emploi et le Travail, la Protection civile et l'Environnement dans leurs attributions, examinent, chacun en ce qui le concerne, les renseignements fournis et si nécessaire, demandent des renseignements complémentaires.

Dans ce cas, les demandes des renseignements complémentaires, émanant des Ministres ayant l'Emploi et le Travail et la Protection Civile dans leurs attributions sont adressées au fabricant par l'intermédiaire du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions. »

Un sous-amendement à l'amendement du Gouvernement est ensuite déposé; en voici le libellé :

« A. Au § 3 proposé de cet article, remplacer les mots « de l'activité industrielle notifiée » par les mots « des activités industrielles visées à l'article 2. »

Justification

« La référence à cet article rend l'amendement proposé explicite. Si seule l'activité industrielle notifiée est soumise au contrôle du ministre compétent, il suffirait de ne pas notifier certaines activités dangereuses pour que le fabricant puisse se soustraire aux mesures de sécurité nécessaires. »

« B. Au même § 3, ajouter après le mot « homme » les mots « et l'environnement. »

Justification

« Selon l'esprit et la lettre de la directive européenne 82/501/C.E.E., ces deux notions — tant l'homme que l'environnement — doivent constituer l'objectif auquel tend la future loi. »

Het is dan ook gebleken dat de Minister die voor het leefmilieu bevoegd is als de aangewezen overheid doorgaat om, wat betreft de voor te stellen verordeningen, de onmisbare coördinering te verzekeren met de Ministers bevoegd inzake Tewerkstelling en Arbeid en Binnenlandse Zaken. Bij het uitwerken van algemene en sectoriële normen en regels zal er overleg gepleegd worden met de Executieven die daarbij nauw betrokken zijn.

Dit verklaart het toevoegen van de woorden « en het Leefmilieu » in § 1 alsmede de nieuwe § 4. »

Een commissielid vindt dat in § 1 een ongemeen grote bevoegdheid wordt gegeven aan de ministers. Wij dienen er ons rekenschap van te geven, aldus het lid, welke gevolgen deze bepaling kan hebben voor de leiding van een bedrijf.

Het commissielid is bovendien van oordeel dat de coördinatie waarin § 4 voorziet reeds in § 1 zou moeten worden ingeschreven.

De Staatssecretaris is het met deze laatste opmerking eens en stelt voor § 1 te doen luiden als volgt :

« § 1. De Ministers tot wier bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid, Civiele Bescherming en het Leefmilieu behoren, onderzoeken, ieder wat hem betreft, de inlichtingen die werden verstrekt en vragen, indien nodig, om bijkomende inlichtingen.

In dat geval moeten de vragen om bijkomende inlichtingen die uitgaan van de ministers tot wier bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid en de Civiele Bescherming behoren, gericht worden tot de fabrikant via de minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort. »

Er wordt vervolgens een subamendement op het amendement van de Regering ingediend luidend als volgt :

« A. In de voorgestelde § 3 van dit artikel de woorden « van de industriële activiteit waarvan kennis is gegeven » te vervangen door de woorden « van de in artikel 2 bedoelde industriële activiteiten. »

Verantwoording

« De verwijzing naar dit artikel maakt het voorgestelde amendement ondubbelzinnig. Indien enkel de ter kennis gegeven industriële activiteit onderworpen wordt aan de controle van de bevoegde minister, zou het volstaan bepaalde gevaarlijke activiteiten niet mee te delen opdat de fabrikant zich zou kunnen onttrekken aan de nodige veiligheidsmaatregelen. »

« B. In dezelfde § 3, na het woord « mens », toe te voegen de woorden « en het leefmilieu. »

Verantwoording

« In de geest en naar de letter van de Europese richtlijn 82/501/E.E.G. moeten beide begrippen, zowel mens als milieu, het voorwerp uitmaken van de doelstelling van deze wet. »

Le Secrétaire d'Etat est d'accord sur la première partie de cet amendement. Il s'oppose cependant aux dispositions du littéra B, car l'environnement n'entre pas dans les compétences du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Un commissaire demande encore ce qu'on entend par les mots « après consultation des Exécutifs ».

Le Secrétaire d'Etat répond qu'on demande l'avis des régions avant que le gouvernement national ne promulgue des normes (exemple : déversement d'eaux résiduaires contenant du gypse par B.A.S.F.). Bien qu'il n'y soit pas tenu, le gouvernement national consulte les régions parce que celles-ci doivent réaliser leurs compétences dans le respect des normes légales générales et sectorielles. En pratique, cela revient à dire que les normes sont préparées au sein d'une commission technique où les régions sont représentées.

Il existe, d'autre part, des matières pour lesquelles la consultation est obligatoire.

Un dernier amendement propose de remplacer, au § 2 de cet article, les mots « la population qui réside dans » par les mots « les autorités communales de ».

La justification est la suivante :

« La diffusion d'une information appropriée est à première vue une excellente mesure. Elle comporte cependant des risques. Le premier est le développement d'une psychose de peur ou de méfiance à l'égard de l'entreprise. Le second est que l'oubli ne recouvre, une fois passée la première émotion, l'information ainsi reçue. »

Il est plus fonctionnel de tenir au courant les autorités communales de qui dépendront les mesures de protection en cas d'accident majeur. »

Le Secrétaire d'Etat précise qu'il ne peut être question de n'informer que les autorités communales.

La population concernée doit savoir, d'une manière précise et complète, ce qu'elle doit faire en cas d'alerte d'accident; d'ailleurs, il s'agit d'une imposition de la directive. Le Secrétaire d'Etat ajoute qu'il va de soi que les autorités communales soient informées des mêmes règles et qu'il appartiendra au Ministre de l'Intérieur d'organiser cette information.

Plusieurs membres considèrent qu'il serait inadmissible de laisser ce soin aux seules autorités communales. Ils s'opposent également à cet amendement.

L'amendement est retiré.

Votes

Le § 1^{er}, tel qu'amendé par le Gouvernement, est adopté à l'unanimité des 20 membres présents.

Le § 2 est également adopté à l'unanimité.

De Staatssecretaris is het eens met het eerste gedeelte van dit amendement. Zij verzet zich tegen het bepaalde onder letter B; de Minister van Tewerkstelling en Arbeid is immers niet bevoegd voor het leefmilieu.

Een commissielid vraagt nog wat bedoeld wordt met de woorden « na overleg met de Executieven ».

De Staatssecretaris antwoordt dat het advies van de gewesten wordt gevraagd; alvorens door de nationale overheid normen worden uitgevaardigd (bijvoorbeeld gipslozing door B.A.S.F.). Alhoewel daartoe niet verplicht, pleegt de nationale overheid overleg met de gewesten omdat die hun bevoegdheden moeten uitoefenen met inachtneming van de algemene en sectoriële normen. De praktijk komt hierop neer dat de normen worden voorbereid in een technische commissie waarin de gewesten vertegenwoordigd zijn.

Van de andere kant zijn er materies waarvoor overleg verplicht is.

Een laatste amendement strekt om in § 2 van dit artikel de woorden « de bevolking woonachtig in » te vervangen door de woorden « de gemeenteverheden van ».

Het wordt verantwoord als volgt :

« Het verspreiden van juiste informatie is op het eerste gezicht een uitstekende maatregel. Toch kan dat gevaar opleveren. Zo kan er bijvoorbeeld een angstpsychose ontstaan of wantrouwen worden opgewekt ten aanzien van de betrokken onderneming. Vervolgens kan die informatie, als de eerste emoties eenmaal voorbij zijn, in de vergetelheid geraken. »

Het is beter dat de gemeenteverheid op de hoogte wordt gebracht, aangezien deze bij een zwaar ongeval de vereiste noodmaatregelen zal moeten nemen. »

De Staatssecretaris antwoordt dat er geen sprake kan van zijn enkel de gemeenteverheden in te lichten.

De bevolking dient op een duidelijke en volledige manier te worden ingelicht over hetgeen haar te doen staat in geval van alarm; dit wordt trouwens door de richtlijn opgelegd. De Staatssecretaris voegt daaraan toe dat het vanzelfsprekend is dat de gemeenteverheden hierover eveneens worden ingelicht; en dat het de taak van de Minister van Binnenlandse Zaken is deze informatie te verstrekken.

Verscheidene leden zijn van oordeel dat het onaanvaardbaar zou zijn die taak uitsluitend aan de gemeenteverheden over te laten. Ook die leden zijn tegen het amendement gekant.

Het amendement wordt ingetrokken.

Stemmingen

Paragraaf 1, zoals geamendeerd door de Regering, wordt aangenomen met eenparigheid van de 20 aanwezige leden.

Paragraaf 2 wordt eveneens met eenparigheid aangenomen.

Le § 3 ainsi que le sous-amendement A à ce paragraphe sont adoptés à l'unanimité.

Le sous-amendement B au § 3 est retiré.

Le § 4 ainsi que l'ensemble de l'article 7 sont adoptés par 19 voix et 1 abstention.

Article 8

Un amendement propose de remplacer cet article comme suit :

« Si les zones dangereuses délimitées par les autorités régionales couvrent le territoire d'un Etat voisin, le ministre qui a l'environnement dans ses attributions met à la disposition de celui-ci, à la date mentionnée à l'article 7, § 2, 3°, les mêmes informations que celles diffusées à la population du Royaume. »

La justification en est la suivante :

« L'amendement vise à mettre l'article en conformité avec la répartition des compétences existante. »

Cet amendement est retiré par son auteur.

L'article est adopté à l'unanimité des 19 membres présents.

Article 9

Un commissaire revient sur des questions d'ordre général qui ont déjà été débattues et qui ont trait notamment à la centralisation de l'information auprès du Ministre de l'Emploi et du Travail qui, en organisant la protection du travailleur, organise la protection de la population et à la façon d'éviter la concurrence et les conflits entre les autorités nationales compétentes.

Il demande, en outre, si la nouvelle loi pourra être exécutée avec le personnel en place ou si des extensions de cadre s'avèrent nécessaires.

Pour la plupart de ces questions, le Secrétaire d'Etat rappelle que les motivations ainsi que les éléments fondamentaux du projet de loi ont été développés lors de la présentation et la discussion des articles de celui-ci et qu'il n'est pas bon d'y revenir constamment, mais qu'en tout état de cause :

— Le Conseil d'Etat reconnaît indiscutablement la compétence nationale dans la matière traitée par le projet;

— Dans cette optique, le Gouvernement s'est prononcé sur une approche originale qui est celle du projet;

— Une concertation régulière et suivie sera entretenue entre les trois autorités nationales concernées, dans l'exécution et le contrôle de cette loi comme cela a été le cas lors de son élaboration (voir tableau en annexe B, page 29).

Paragraaf 3 evenals het subamendement A bij deze paragraaf worden met eenparigheid aangenomen.

Het subamendement B bij § 3 wordt ingetrokken.

Paragraaf 4 evenals het geheel van artikel 7 worden aangenomen met 19 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 8

Bij amendement wordt voorgesteld dit artikel te vervangen als volgt :

« Indien de door de gewestelijke overheden afgebakende gevarenczones zich uitstrekken tot op het gebied van een aangrenzende Staat, dan geeft de minister die het leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft op de datum vermeld in artikel 7, § 2, 3°, dezelfde informatie die aan de bevolking van het Koninkrijk werd gegeven. »

De verantwoording luidt :

« Het amendement beoogt het artikel in overeenstemming te brengen met de bestaande bevoegdheidsverdeling. »

Dit amendement wordt ingetrokken.

Het artikel wordt bij eenparigheid van de 19 aanwezige leden aangenomen.

Artikel 9

Een commissielid komt terug op kwesties van algemene aard die reeds vroeger zijn behandeld en met name betrekking hebben op het centraliseren van informatie bij de Minister van Tewerkstelling en Arbeid die de bescherming van de bevolking organiseert door de bescherming van de werknemers te organiseren, evenals op de manier waarop concurrentie en conflicten tussen de bevoegde nationale overheidsinstanties voorkomen kunnen worden.

Hij vraagt bovendien of de nieuwe wet uitgevoerd kan worden met het huidige personeelsbestand, dan wel of het nodig zal zijn dat bestand uit te breiden.

Voor het merendeel van die vragen herinnert de Staatssecretaris eraan dat de motieven en de grondslagen van dit ontwerp toegelicht werden bij de voordracht ervan en bij de bespreking van de artikelen en dat het niet aangewezen is daarop voortdurend terug te komen. Hoe dan ook, zo vervolgt de Staatssecretaris :

— Erkent de Raad van State onbetwistbaar de nationale bevoegdheid in de materie waarop het ontwerp betrekking heeft;

— Heeft de Regering daarom besloten de kwestie op een oorspronkelijke manier aan te pakken, wat uit dit ontwerp blijkt;

— zal tussen de drie betrokken nationale overheidsinstanties regelmatig overleg wordt gepleegd wat betreft de uitvoering van en het toezicht op de uitvoering van deze wet, zoals dat trouwens reeds het geval was bij het tot stand brengen ervan (zie tabel bijlage B, blz. 29).

Les Régions seront également mêlées à toutes les discussions essentielles;

— Le personnel scientifique qui s'occupera de la recherche dans ce domaine est en place.

Puisqu'il s'agit d'une nouvelle matière (et si l'on y a consacré l'énergie nécessaire à l'élaboration et à l'approbation d'une directive, c'est que les événements avaient largement dépassé les acquis et qu'il était urgent de réagir), il est bien évident que du personnel supplémentaire sera indispensable pour la bonne exécution de la nouvelle tâche.

Le même commissaire dépose ensuite un amendement visant à insérer au § 1^{er} de cet article, après le mot « immédiatement », les mots « les autorités communales et ».

Cet amendement est justifié comme suit :

« Les mesures immédiates doivent être prises au niveau le plus proche de l'entreprise. Il serait inconcevable qu'un accident majeur soit porté par le Ministre à la connaissance des autorités communales. »

Le Secrétaire d'Etat marque son accord sur cet ajout.

Un autre amendement est ensuite déposé, tendant à :

« A. Compléter le § 2 de cet article par les mots « et les ministres compétents conformément à la législation régionale. »

B. Ajouter à cet article un § 5, libellé comme suit :

« § 5. Le Roi est chargé de mener des négociations avec les exécutifs des régions en vue de conclure avec eux un accord concernant les limites exactes de la responsabilité de chacun dans la lutte contre les catastrophes au sens de la présente loi. Cet accord est soumis à la ratification des deux Chambres. »

La justification en est la suivante :

« L'amendement tient compte de la répartition des compétences existantes. En outre, la prévision des catastrophes et la lutte contre celles-ci doivent être abordées en concertation. Un protocole entre les autorités compétentes régionales et nationales doit fixer au moins les responsabilités respectives de manière que tous les intéressés sachent avec précision ce qu'on attend d'eux et ce qu'ils peuvent attendre des autres. Sans accord détaillé de ce genre, toute lutte efficace contre les catastrophes s'avérera impossible. »

En ce qui concerne l'ajout proposé sous A, le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'il est déjà précisé à l'article 6 que les exécutifs des régions sont informés. L'amendement est donc superflu.

Tant le littera A que le littera B de l'amendement sont retirés.

L'article, avec l'ajout au § 1^{er}, est adopté à l'unanimité (15 voix).

Ook de Gewesten zullen worden betrokken bij alle belangrijke besprekingen;

— Is het wetenschappelijk personeel dat de research zal uitvoeren, reeds in dienst.

Aangezien het om een nieuwe materie gaat — men heeft immers geen moeite gespaard om een richtlijn op te stellen en goed te keuren, omdat de bestaande kennis ruimschoots achterhaald is gebleken in het licht van de gebeurtenissen en er dus wel een reactie diende te komen — moeten er wel personeelsleden bijkomen om de nieuwe opdrachten behoorlijk te vervullen.

Hetzelfde lid dient daarop een amendement in dat strekt om in § 1 van dit artikel na het woord « onmiddellijk » de woorden « de gemeenteverheiden en » in te voegen.

Hij verantwoordt zijn amendement als volgt :

« De dringende maatregelen moeten worden genomen door het gezagsorgaan dat zich in de onmiddellijke omgeving van de onderneming bevindt. Het is ondenkbaar dat een zwaar ongeval ter kennis wordt gebracht van de gemeenteverheiden door de Minister. »

De Staatssecretaris gaat akkoord met die invoeging.

Vervolgens wordt er nog een amendement ingediend dat tot doel heeft :

« A. § 2 van dit artikel aan te vullen met de woorden : « alsmede de overeenkomstig de regionale wetgeving bevoegde ministers. »

B. Aan hetzelfde artikel een § 5 toe te voegen luidende :

« § 5. De Koning wordt belast met het voeren van onderhandelingen met de Executieven van de gewesten ten einde met dezen een overeenkomst af te sluiten aangaande de juiste grenzen van ieders verantwoordelijkheid bij de bestrijding van rampen als bedoeld in deze wet. Deze overeenkomst wordt ter bekrachtiging voorgelegd aan beide Kamers. »

De verantwoording hiervan luidt :

« Het amendement houdt rekening met de bestaande bevoegdheidsverdeling. Bovendien moet de rampenplanning en rampenbestrijding in gezamenlijk overleg worden aangepakt. Een protocol tussen de bevoegde gewestelijke en nationale overheid dient minstens de respectievelijke verantwoordelijkheden vast te leggen, zodat alle betrokkenen precies weten wat van hen verlangd wordt en wat zij kunnen verwachten van de anderen. Zonder dergelijke gedetailleerde afspraken zal iedere efficiënte rampenbestrijding onmogelijk blijken. »

Wat de onder A voorgestelde toevoeging betreft, merkt de Staatssecretaris op dat reeds in artikel 6 te lezen staat dat de Executieven van de Gewesten worden ingelicht. Het amendement is dus overbodig.

Zowel letter A als letter B van het amendement worden ingetrokken.

Het artikel, met de toevoeging in § 1, wordt eenparig (15 stemmen) aangenomen.

Article 10

Un amendement propose d'ajouter à cet article un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Afin d'éviter une double notification du fabricant, le Roi est habilité à mener des négociations avec les exécutifs des régions. En cas d'accord, celui-ci est soumis à la ratification des deux Chambres. Sur la base de cet accord, le Roi peut accorder des dérogations aux dispositions des paragraphes précédents. »

La justification en est la suivante :

« Le présent amendement vise à réaliser une coopération efficace entre les niveaux national et régional. »

Cet amendement est retiré par son auteur.

L'article est adopté sans autre discussion, à l'unanimité (15 voix).

Article 11

Cet article est adopté sans discussion, à la même unanimité.

Article 12

Un membre dépose un amendement visant à supprimer la dernière phrase de cet article, car, selon lui, il s'agit là d'un pouvoir spécial ou d'un plein pouvoir permanent qui ne saurait se justifier en aucune façon.

Un commissaire se réfère à l'avis du Conseil d'Etat qui définit les limites exactes du pouvoir attribué au Roi, ce qui ne doit poser aucun problème.

Le Secrétaire d'Etat ajoute que cette disposition vise principalement les annexes au projet : certaines d'entr'elles étant précisément sur le point d'être adaptées par la Commission des Communautés européennes.

L'auteur de l'amendement propose alors un autre amendement visant à ne permettre au Roi de ne prendre que des mesures pouvant porter abrogation ou modification des annexes.

Le Secrétaire d'Etat n'est pas favorable à cet amendement car, dans l'avenir, des dispositions de la directive pourraient être abrogées ou étendues et, à chaque fois, devoir recourir, même pour des adaptations mineures, au législateur n'est pas raisonnable, d'autant moins qu'il s'agit d'actes internationaux contraignants.

Les deux amendements sont rejetés par 11 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article est adopté par le même nombre de voix.

Artikel 10

Bij amendement wordt voorgesteld aan dit artikel een § 7 toe te voegen, luidende :

« § 7. Ten einde een dubbele kennisgeving in hoofde van de fabrikant te vermijden wordt de Koning gemachtigd besprekingen te voeren met de Executieven van de gewesten. Wordt een overeenkomst bereikt dan wordt deze ter bekrachtiging voorgelegd aan beide Kamers. Op grond van deze overeenkomst kan de Koning afwijkingen toestaan op het bepaalde in de voorgaande paragrafen. »

De verantwoording ervan luidt :

« Dit amendement beoogt een efficiënte samenwerking tot stand te brengen tussen het nationale en regionale niveau. »

Dit amendement wordt teruggenomen.

Het artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig (15 stemmen) aangenomen.

Artikel 11

Dit artikel wordt zonder bespreking met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Artikel 12

Een lid stelt bij amendement voor de laatste volzin van dit artikel te doen vervallen, want volgens hem gaat het om een permanente bijzondere macht of volmacht die op geen enkele wijze kan worden gerechtvaardigd.

Een ander lid verwijst naar het advies van de Raad van State waarin de aan de Koning verleende bevoegdheid nauwkeurig wordt omschreven, wat geen moeilijkheden kan opleveren.

De Staatssecretaris voegt eraan toe dat die bepaling in hoofdzaak slaat op de bijlagen van het ontwerp : sommige ervan worden immers op dit ogenblik aangepast door de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

De indiener stelt dan een ander amendement voor dat bedoelt aan de Koning louter de bevoegdheid te verlenen om maatregelen te nemen tot opheffing of wijziging van de bijlagen.

De Staatssecretaris kan dit amendement niet steunen omdat, wanneer later bepalingen van de richtlijn opgeheven of uitgebreid zouden worden, telkens een beroep op de wetgever gedaan zou moeten worden, ook al gaat het om weinig belangrijke wijzigingen. Dat is niet redelijk, temeer omdat het hier gaat om internationale bepalingen van dwingend recht.

De twee amendementen worden verworpen met 11 tegen 2 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Het artikel wordt met dezelfde stemmenverhouding aangenomen.

Articles 13, 14, 15, 16, 17

Ces articles sont adoptés sans discussion à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 18

A cet article deux amendements sont déposés. Le premier tend à supprimer le point 1, c, de cet article.

En voici la justification :

« Le risque de divulgation des secrets de fabrication est réel. La production des documents, telle qu'elle est envisagée à l'alinéa b doit suffire à la surveillance. S'il faut aller au-delà, il convient de passer par les lois qui régissent la perquisition. »

Le deuxième amendement propose de remplacer le point 2 de cet article par le texte suivant :

« 2. Requérir l'assistance de la police communale ou de la gendarmerie, si des obstacles sont mis par le fabricant à l'exercice de leur mission. »

La justification est la suivante :

« Il est préférable de limiter le pouvoir de réquisition de la force publique attribué aux fonctionnaires, aux cas de rébellion constatée dans le chef du fabricant. »

L'auteur ajoute que la combinaison du double conditionnel de l'article 4 et de la disposition de l'article 18, 1, c), donne tous les pouvoirs aux fonctionnaires, inspecteurs de l'environnement.

En ce qui concerne le premier amendement, le Secrétaire d'Etat insiste afin que soit maintenue la possibilité offerte aux fonctionnaires chargés de la surveillance de la loi, de prendre connaissance de tous les livres et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En effet, lorsque ces fonctionnaires, en présence d'indices suffisants présumant, par exemple, qu'une ou des substances non déclarées sont présentes, ou peuvent intervenir dans un procédé industriel, il est impérieux que ceux-ci puissent prendre connaissance de tout document susceptible de vérifier leurs soupçons.

Afin d'apaiser les craintes de l'auteur de cet amendement, de voir divulguer les secrets de fabrication, le Secrétaire d'Etat rappelle que les fonctionnaires sont strictement tenus au secret professionnel.

Enfin, le Secrétaire d'Etat mentionne que ce type de texte figure déjà dans la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit des déchets et qu'il est similaire aux textes plus anciens des lois du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que de la salubrité du travail et des lieux du travail (article 5) et du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail (article 2).

Artikelen 13, 14, 15, 16, 17

Deze artikelen worden zonder bespreking aangenomen bij eenparigheid van de vijftien aanwezige leden.

Artikel 18

Op dit artikel worden twee amendementen ingediend. Het eerste wil in dit artikel letter c, van cijfer 1 doen vervallen.

De verantwoording luidt :

« Er bestaat een reëel gevaar dat fabrieksgeheimen worden bekendgemaakt. Voor het toezicht dient het voorleggen van de stukken bedoeld onder b te volstaan. Indien men het nodig oordeelt verder te gaan, dient een beroep te worden gedaan op de wetten inzake de huiszoeking. »

Bij een tweede amendement wordt voorgesteld cijfer 2 van dit artikel te vervangen als volgt :

« 2. De bijstand van de gemeentepolitie en van de rijks-wacht vorderen, indien de fabrikant hun bij de uitoefening van hun ambt moeilijkheden in de weg legt. »

Het wordt verantwoord als volgt :

« Het verdient de voorkeur de bevoegdheid van de ambtenaren om het optreden van de openbare macht te vorderen, te beperken tot die gevallen waarin de fabrikant zich weer-spännig toont. »

De indiener voegt eraan toe dat de dubbele voorwaarde van artikel 4, gecombineerd met de bepaling van artikel 18, 1, c), alle bevoegdheden tot onderzoek verleent aan de ambtenaren milieu-inspecteurs.

Wat het eerste amendement betreft, dringt de Staatssecretaris erop aan dat voor de ambtenaren die toezicht uitoefenen op de uitvoering van de wet, de mogelijkheid wordt behouden om inzage te nemen van alle boeken en bescheiden die nodig zijn voor het volbrengen van hun opdracht.

Wanneer die ambtenaren immers op grond van duidelijke bewijzen vermoeden dat bijvoorbeeld een of meer niet aangegeven stoffen in een fabricageproces gebruikt worden of kunnen worden, is het noodzakelijk dat zij inzage kunnen nemen van ieder document om hun vermoedens te stellen.

Ten einde tegemoet te komen aan de bezorgdheid van de indiener van het amendement in verband met het uitlekken van fabrieksgeheimen, herinnert de Staatssecretaris eraan dat die ambtenaren volledig gehouden zijn aan het beroepsgeheim.

Tot slot deelt de Staatssecretaris mee dat een soortgelijke tekst reeds voorkomt in de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, en dat soortgelijke bepalingen tevens te vinden zijn in oudere wetten, zoals die van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen (artikel 5) en die van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie (artikel 2).

Quant au second amendement, le Secrétaire d'Etat déclare que non seulement l'intention, mais aussi la pratique veut que le recours à la force publique n'est requis que lorsqu'il y a impossibilité pour le fonctionnaire d'exercer la mission qui lui est confiée.

Plusieurs membres marquent leur accord et trouvent qu'il est superflu de préciser dans la loi que l'intervention de la gendarmerie ou de la police ne peut être requise qu'en cas de rébellion du fabricant.

D'autres, par contre, plaident en faveur de l'amendement. Pour eux, la logique implique qu'on ne peut faire appel à la gendarmerie ou à la police qu'au cas où l'accès à l'établissement est entravé. S'il n'en est pas ainsi, le recours à la gendarmerie ou à la police est totalement superflu.

Le premier amendement est rejeté par 11 voix contre 3 et 1 abstention.

Le second amendement est rejeté par 8 voix contre 7.

L'article est adopté par 12 voix contre 3.

Articles 19 et 20

Ces articles sont adoptés sans discussion, à l'unanimité des 15 membres présents.

L'ensemble du projet amendé a été adopté par 11 voix et 4 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 16 membres présents.

Le Rapporteur,

J. VANGEEL.

Le Président,

L. HERMAN-MICHIELSENS.

Over het tweede amendement deelt de Staatssecretaris mee dat niet alleen uit de bedoeling, doch tevens uit de praktijk moet blijken dat een beroep op de openbare macht niet vereist is dan wanneer de ambtenaar het hem opgelegd ambt niet kan uitoefenen.

Verscheidene leden zijn het hiermee eens en vinden het overbodig in de wet te vermelden dat de tussenkomst van de rijkswacht of de politie alleen kan worden gevorderd wanneer de fabrikant zich verspanning toont.

Andere leden daarentegen pleiten ten gunste van het amendement. Volgens hen gebiedt de logica te zeggen dat alleen op de rijkswacht of politie een beroep kan worden gedaan ingeval de toegang tot de inrichting verhinderd wordt. Indien dat niet het geval is, is een beroep op de rijkswacht of politie totaal overbodig.

Het eerste amendement wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen, bij 1 onthouding.

Het tweede amendement wordt verworpen met 8 tegen 7 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 12 tegen 3 stemmen.

Artikelen 19 en 20

Deze artikelen worden zonder bespreking aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Het geheel van het geamendeerde ontwerp wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Dit verslag werd aangenomen met eenparigheid van de 16 aanwezige leden.

De Verslaggever,

J. VANGEEL.

De Voorzitter,

L. HERMAN-MICHIELSENS.

ANNEXE A

*Lois et principaux règlements
ayant trait aux domaines exclus
de l'application du projet de loi (art. 3)*

1. Installations nucléaires

— Loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, modifiée par la loi du 14 juillet 1983.

— Arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

— Arrêté royal du 15 octobre 1979 créant une Commission interministérielle de la sécurité nucléaire et de la sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire dont la mission est de rechercher les moyens de faire assurer la protection des travailleurs et de la population contre les dangers résultant d'activités dans le domaine nucléaire.

2. Installations militaires

Ces installations sont gérées d'une manière totalement autonome par l'autorité militaire pour des raisons évidentes de secret et de sûreté militaires, sous la responsabilité du Ministre de la Défense nationale.

3. Fabrication et stockage d'explosifs, poudres et munitions

— En 1815 déjà, un arrêté royal portait le règlement général sur le mode de vente, de circulation et de transport de la poudre à tirer.

— Un arrêté royal du 9 août 1856 institue une Commission chargée de formuler les conditions auxquelles devraient être subordonnées, en général, les autorisations pour l'érection ou le maintien des poudreries ou des magasins à poudre.

— Entre 1880 et 1894, les lois et règlements généraux sur les explosifs voyaient le jour (loi du 15 octobre 1881, modifiée par la loi du 22 mai 1886 et l'arrêté royal du 29 octobre 1894).

— Loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés.

— Règlement général du 23 septembre 1958.

4. Activités d'extraction et autres activités minières

Les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919.

Ces activités n'ont pas été reprises par le projet car il s'agit d'activités à risques très spécifiques et, en principe, limités à la zone d'exploitation.

BIJLAGE A

*Wetten en belangrijkste verordeningen
betreffende de gebieden die uitgesloten zijn van
de toepassing van het ontwerp (art. 3)*

1. Kerninstallaties

— Wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, gewijzigd door de wet van 14 juli 1983.

— Koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

— Koninklijk besluit van 15 oktober 1979 houdende oprichting en organisatie van een interministeriële commissie voor de nucleaire veiligheid en de veiligheid van de Staat op kerngebied, die tot taak heeft de middelen te zoeken om de bescherming te doen verzekeren van de werknemers en de bevolking tegen de gevaren die voortkomen uit activiteiten op kerngebied.

2. Militaire installaties

Die installaties worden volledig zelfstandig door de militaire overheid beheerd om evidente redenen van militair geheim en militair veiligheid, op verantwoordelijkheid van de Minister van Landsverdediging.

3. Het vervaardigen en opslaan van explosieven, kruit en munitie

— Reeds in 1815 bestond er een koninklijk besluit houdende algemeen reglement op de wijze van verkoop, verspreiding en vervoer van buskruit.

— Een koninklijk besluit van 9 augustus 1856 stelde een Commissie in belast met het formuleren van de voorwaarden waaraan in het algemeen de vergunning dienden te voldoen voor het oprichten of het in stand houden van kruitfabrieken of kruitmagazijnen.

— Tussen 1880 en 1894 omstonden de wetten en verordeningen over de explosieven (wet van 15 oktober 1881, gewijzigd door de wet van 22 mei 1886 en het koninklijk besluit van 29 oktober 1894).

— Wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen.

— Algemeen reglement van 23 september 1958.

4. Opdelving en andere mijnactiviteiten

De wetten op de mijnen, graverijen en groeven gecoördineerd door het koninklijk besluit van 15 september 1919.

Die activiteiten zijn niet in het ontwerp opgenomen omdat er zeer specifieke risico's aan verbonden zijn die bovendien in principe beperkt zijn tot de exploitatiezone.

ANNEXE B

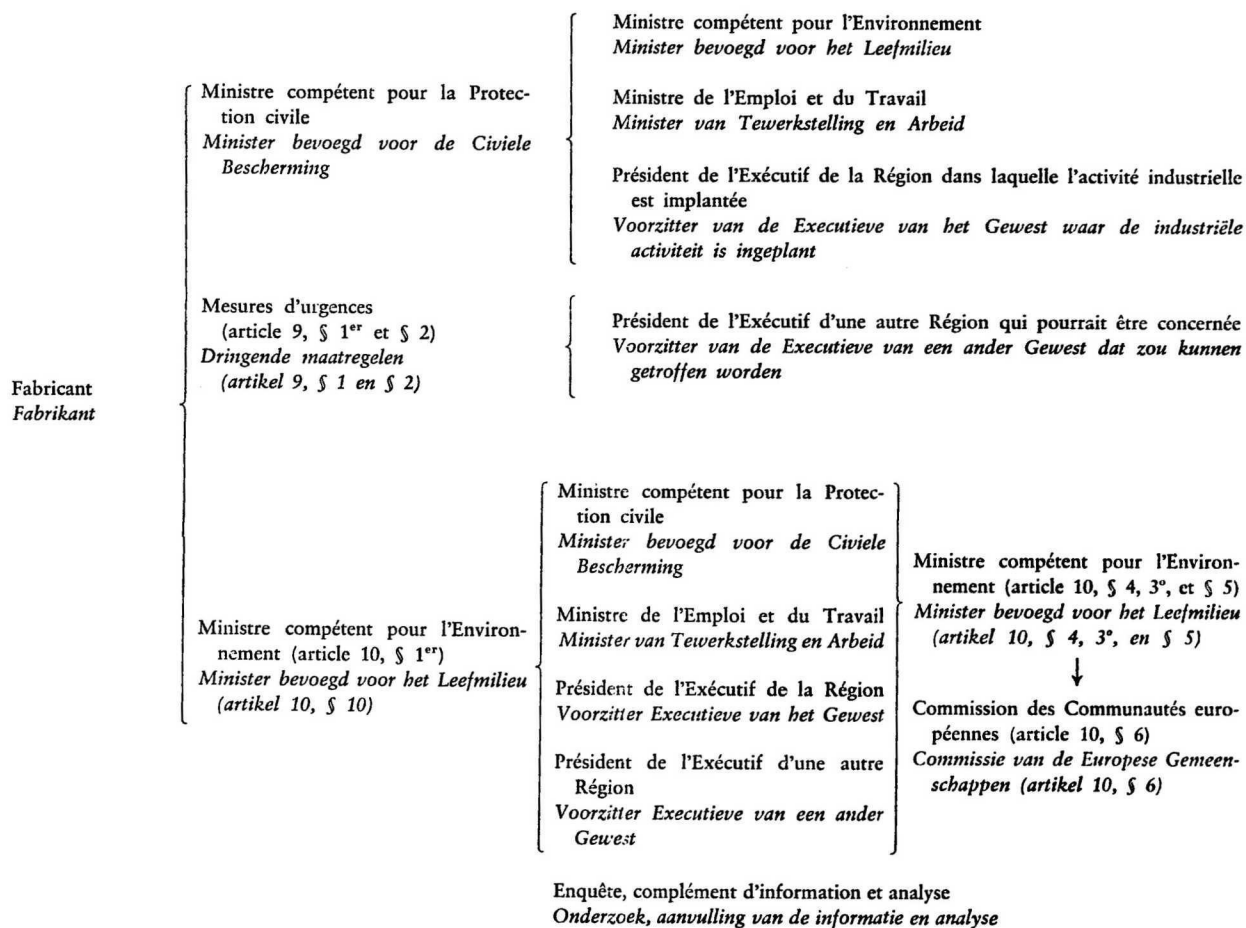
BIJLAGE B

FLUX DE L'INFORMATION

INFORMATIESTROOM

Notification en cas d'accident majeur (art. 9 et 10)

Melding van zwaar ongeval (art. 9 en 10)



TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION

ARTICLE 1^{er}

La présente loi concerne la prévention des accidents majeurs qui pourraient être causés par certaines activités industrielles ainsi que la limitation de leurs conséquences pour l'homme et l'environnement; elle vise également à parfaire l'exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1982 — 82/501/C.E.E. — concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles.

ART. 2

Au sens de la présente loi, on entend par :

1. Activité industrielle :

a) toute opération effectuée dans les installations industrielles visées à l'annexe I mettant ou pouvant mettre en jeu une ou plusieurs substances dangereuses figurant à l'annexe III dans des quantités fixées à ladite annexe notamment en tant que :

- substances stockées, transportées ou utilisées en rapport avec l'activité industrielle concernée;
- produits de la fabrication;
- sous-produits, ou
- résidus.

b) tout autre stockage effectué dans les conditions et dans les quantités fixées à l'annexe II;

Est assimilée à une activité industrielle, telle que définie ci-dessus, toute activité industrielle dans laquelle les quantités par substances fixées aux annexes II et III, selon le cas, sont dépassées dans un ensemble d'installations du même fabricant distantes de moins de 500 m.

2. Fabricant :

Toute personne qui est responsable d'une activité industrielle.

3. Accidents majeurs :

Un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion de caractère majeur, en relation avec un développement incontrôlé d'une activité industrielle, entraînant un danger grave, immédiat ou différé, pour l'homme, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement et/ou pour l'environnement et mettant en jeu une ou plusieurs substances dangereuses figurant à l'annexe II et à l'annexe III.

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE

ARTIKEL 1

Deze wet heeft als voorwerp de preventie van zware ongevallen die zouden kunnen worden veroorzaakt door bepaalde industriële activiteiten, alsmede de beperking van de gevolgen daarvan voor mens en milieu; zij beoogt eveneens het voltooiën van de uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 24 juni 1982 — 82/501/E.E.G. — inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten.

ART. 2

In de zin van deze wet wordt verstaan onder :

1. Industriële activiteit :

a) een verrichting die plaatsvindt in industriële installaties als bedoeld in bijlage I, waarbij een of meer gevaarlijke stoffen betrokken zijn of kunnen zijn die vermeld worden in bijlage III in de hoeveelheden vastgelegd in deze bijlage en meer bepaald als :

- stoffen opgeslagen, vervoerd of gebruikt in verband met de betrokken industriële activiteit;
- fabricageprodukten;
- bijprodukten, of
- residuen.

b) elke andere opslag in dezelfde omstandigheden en hoeveelheden als vastgelegd in bijlage II;

Met een industriële activiteit als bepaald hierboven wordt gelijkgesteld elke industriële activiteit waarvoor per stof vastgestelde hoeveelheden bepaald in bijlage II en III, worden overschreden in een aan dezelfde fabrikant toebehorende reeks installaties die minder dan 500 m van elkaar verwijderd zijn.

2. Fabrikant :

Elke persoon die verantwoordelijk is voor een industriële activiteit.

3. Zwaar ongeval :

Een gebeurtenis, zoals zware emissie, brand of explosie, in verband met een ongewoon voorval bij een industriële activiteit, die een ernstig, onmiddellijk of later optredend gevaar oplevert voor de mens binnen of buiten de inrichting en/of voor het milieu, en waarbij een of meer gevaarlijke stoffen, vermeld in bijlage II en bijlage III, betrokken zijn.

ART. 3

Sont exclues de l'application de la présente loi :

1. les installations nucléaires et de traitement des substances et matériaux radioactifs;
2. les installations militaires;
3. la fabrication et le stockage séparé d'explosifs, poudres et munitions;
4. les activités d'extraction et autres activités minières;
5. les installations assurant l'élimination des déchets toxiques et dangereux, soumises à des réglementations des Communautés européennes pour autant que celles-ci visent la prévention des accidents majeurs.

ART. 4

§ 1^{er}. Avant d'entreprendre une activité industrielle nouvelle au sens de l'article 2, le fabricant doit en faire notification.

La notification doit contenir les informations relatives aux substances mentionnées aux annexes II et III, et relatives à l'installation et à des situations éventuelles qui peuvent se présenter en cas d'accident majeur.

§ 2. La même notification préalable est requise pour toute modification d'une activité industrielle qui pourrait avoir des implications importantes pour les risques d'accidents majeurs.

§ 3. La notification visée aux §§ 1^{er} et 2 doit être mise à jour périodiquement, notamment afin de tenir compte des nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des risques.

§ 4. Le Roi fixe les modalités de la notification et détermine les éléments et informations qu'elle doit comporter.

ART. 5

Pour les activités industrielles existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les fabricants ont l'obligation de présenter la notification prévue à l'article 4 à l'autorité compétente chargée de la recevoir, dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

ART. 6

§ 1^{er}. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de recevoir la notification visée à l'article 4, ainsi que toute information qui doit être fournie en vertu des dispositions prises en exécution de la présente loi.

ART. 3

Deze wet is niet van toepassing op :

1. kerninstallaties en installaties voor de behandeling van radioactieve stoffen en materialen;
2. militaire installaties;
3. de fabricage en de afzonderlijke opslag van springstoffen, kruit en munitie;
4. winnings- en andere mijnbouwactiviteiten;
5. installaties voor de verwijdering van toxische en gevaarlijke afvalstoffen waarvoor voorschriften van de Europese Gemeenschappen gelden, voor zover deze de voorkoming beogen van zware ongevallen.

ART. 4

§ 1. Alvorens met een nieuwe industriële activiteit, als bedoeld in artikel 2, te beginnen, moet de fabrikant een kennisgeving doen.

De kennisgeving moet de inlichtingen bevatten met betrekking tot de stoffen die in bijlage II, respectievelijk in bijlage III zijn vermeld, met betrekking tot de installatie en met betrekking tot eventuele situaties die zich bij een zwaar ongeval kunnen voordoen.

§ 2. Een zelfde voorafgaande kennisgeving is vereist voor elke wijziging van een industriële activiteit die een belangrijke invloed zou kunnen hebben op de risico's van zware ongevallen.

§ 3. De kennisgeving bedoeld in de §§ 1 en 2 moet op gezette tijden worden bijgewerkt, met name om rekening te houden met de nieuwe technische kennis betreffende de veiligheid en met de ontwikkeling van de kennis inzake beoordeling van de risico's.

§ 4. De Koning stelt nadere regels voor de kennisgeving en bepaalt tevens de elementen en inlichtingen die zij moet bevatten.

ART. 5

Voor de industriële activiteiten die bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, zijn de fabrikanten verplicht de kennisgeving bedoeld in artikel 4 voor te leggen aan de bevoegde overheid belast met het in ontvangst nemen van die kennisgeving, binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

ART. 6

§ 1. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, wordt belast met de inontvangstname van de in artikel 4 bedoelde kennisgeving, evenals met de inontvangstname van alle inlichtingen welke moeten worden verstrekt krachtens de uitvoeringsbepalingen van deze wet.

§ 2. 1. La notification et tous les éléments et informations qui l'accompagnent seront transmis, tels quels, aux Ministres ayant dans leurs attributions l'Emploi et le Travail et la Protection civile, ainsi qu'au président de l'Exécutif de la Région où l'activité industrielle concernée est ou sera implantée.

2. Lorsque l'accident majeur que pourrait causer une activité industrielle est susceptible d'affecter la population d'une autre Région, la notification et les éléments et informations qui l'accompagnent seront également transmis, tels quels, au président de l'Exécutif de cette autre Région.

3. Le Roi définit, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après consultation des Exécutifs régionaux, les critères permettant d'établir les zones territoriales (géographiques) susceptibles d'être affectées par un accident majeur.

§ 3. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions détermine sur une base scientifique, à partir des critères visés au § 2, 3°, et des éléments de la notification visée au § 1^{er}, pour chaque activité industrielle soumise à cette notification, les zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur.

§ 4. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions communique à toutes les autorités visées par cet article, les zones territoriales qu'il a déterminées pour chaque activité indiquée.

ART. 7

§ 1^{er}. Les Ministres ayant l'Emploi et le Travail, la Protection civile et l'Environnement dans leurs attributions, examinent, chacun en ce qui le concerne, les renseignements fournis et si nécessaire, demandent des renseignements complémentaires.

Dans ce cas, les demandes des renseignements complémentaires, émanant des Ministres ayant l'Emploi et le Travail et la Protection civile dans leurs attributions sont adressées au fabricant par l'intermédiaire du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

§ 2. Le Ministre ayant la Protection civile dans ses attributions est chargé :

1. de veiller à ce qu'un plan d'urgence et d'intervention relatif à l'extérieur de l'établissement dont l'activité industrielle a été notifiée, soit mis sur pied;

2. d'informer d'une manière appropriée, la population qui réside dans la zone visée à l'article 6, § 3, sur les mesures de sécurité et sur les comportements à adopter en cas d'accident;

3. de mettre préalablement à la disposition du Ministre qui a l'environnement dans ses attributions, les mêmes informations que celles qui doivent être diffusées à la population et de lui communiquer la date de la mise en diffusion de ces informations.

§ 2. 1. De kennisgeving alsmede alle gegevens en inlichtingen die deze kennisgeving begeleiden, worden als dusdanig medegedeeld aan de Ministers tot wier bevoegdheid de Tewerkstelling en de Arbeid en de Civiele Bescherming behoren, evenals aan de voorzitter van de Executieve van het Gewest waar de betrokken industriële activiteit ingeplant is of zal worden.

2. Indien het zwaar ongeval, dat door een industriële activiteit zou kunnen worden veroorzaakt, de bevolking van een ander Gewest zou kunnen treffen, worden de kennisgeving alsmede de gegevens en inlichtingen die deze kennisgeving begeleiden, als dusdanig, eveneens medegedeeld aan de voorzitter van de Executieve van dit ander Gewest.

3. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, na consultatie van de Gewestelijke Executieven, de criteria die de afbakening mogelijk maken van gebieden (geografisch) die door een zwaar ongeval zouden kunnen getroffen worden.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, bepaalt voor elke industriële activiteit die aan kennisgeving onderworpen is, op wetenschappelijke basis, uitgaande van de criteria bedoeld in § 2, 3, en van de gegevens van de kennisgeving bedoeld in § 1, de gebieden die door een zwaar ongeval gevaar zouden kunnen lopen.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, deelt aan alle overheden bedoeld in dit artikel, de gebieden mede die hij heeft bepaald voor elke aangeduide activiteit.

ART. 7

§ 1. De Ministers tot wier bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid, Civiele Bescherming en het Leefmilieu behoren, onderzoeken, ieder wat hem betreft, de inlichtingen die werden verstrekt en vragen, indien nodig, om bijkomende inlichtingen.

In dat geval moeten de vragen om bijkomende inlichtingen die uitgaan van de Ministers tot wier bevoegdheid Tewerkstelling en Arbeid en de Civiele Bescherming behoren, gericht worden tot de fabrikant via de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort.

§ 2. De Minister tot bevoegdheid de Civiele Bescherming behoort heeft tot taak :

1. erop toe te zien dat een rampenplan wordt opgesteld voor hulpverlening buiten de inrichting van welke industriële activiteit kennis is gegeven;

2. op passende wijze de bevolking woonachtig in het in artikel 6, § 3, bedoelde gebied in te lichten over de veiligheidsmaatregelen en de wijze waarop zij zich in geval van een ongeval dienen te gedragen;

3. vooraf aan de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort dezelfde inlichtingen ter beschikking te stellen als die welke aan de bevolking moeten worden verstrekt en hem de datum van verspreiding van deze inlichtingen mede te delen.

§ 3. Le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions est chargé de s'assurer que le fabricant a pris les mesures les plus appropriées en ce qui concerne les différentes opérations des activités industrielles visées à l'article 2 pour prévenir les accidents majeurs et prévoir les moyens d'en limiter les conséquences sur l'homme.

§ 4. Sans préjudice des compétences définies par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Roi peut, sur proposition des Ministres ayant l'Emploi et le Travail, la Protection civile et l'Environnement dans leurs attributions — ce dernier agissant en tant que coordonnateur —, après consultation des Exécutifs régionaux, prendre toute norme générale et sectorielle dans le but de prévenir les accidents majeurs et de prévoir les moyens d'en limiter les conséquences sur l'homme et l'environnement.

ART. 8

Lorsque les zones géographiques visées à l'article 6, § 3, couvrent le territoire d'un Etat voisin, le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions met à la disposition de celui-ci, à la date mentionnée à l'article 7, § 2, 3°, les mêmes informations que celles diffusées à la population du Royaume.

ART. 9

§ 1^{er}. Dès qu'un accident majeur survient dans une activité industrielle le fabricant est tenu d'en informer immédiatement les autorités communales et le Ministre qui a la Protection civile dans ses attributions.

§ 2. Le Ministre visé au § 1^{er} en informe toutes les autorités visées à l'article 6, y compris le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions.

§ 3. Le Roi détermine le type, les modalités et la procédure de l'information visée au § 1^{er}.

§ 4. Le Ministre visé au § 1^{er} est chargé de s'assurer que les mesures d'urgence sont prises.

ART. 10

§ 1^{er}. Lorsqu'un accident majeur s'est produit dans une activité industrielle, le fabricant est tenu d'informer l'autorité compétente chargée de recevoir la notification.

§ 2. Le Roi détermine le type, les modalités et la procédure de cette information.

§ 3. Cette information est transmise à toutes les autorités concernées visées à l'article 6, suivant la procédure prévue à cet article.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Tewerkstelling en de Arbeid behoren heeft tot taak zich ervan te vergewissen dat de fabrikant de meest geschikte maatregelen heeft getroffen voor de verschillende verrichtingen van de in artikel 2 bedoelde industriële activiteiten ten einde de zware ongevallen te voorkomen en te voorzien in de middelen om de gevolgen hiervan op de mens te beperken.

§ 4. Onverminderd de bevoegdheden bepaald in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kan de Koning op voorstel van de Ministers bevoegd voor de Tewerkstelling en de Arbeid, de Civiele Bescherming en het Leefmilieu — met dien verstande dat laatstgenoemde als coördinator optreedt —, na overleg met de Executieven van de Gewesten, alle algemene en sectoriële normen uitvaardigen ten einde de zware ongevallen te voorkomen en te voorzien in de middelen om de gevolgen hiervan op de mens en het leefmilieu te beperken.

Art. 8

Ingeval de geografische gebieden, bedoeld in artikel 6, § 3, zich uitstrekken tot op het gebied van een aangrenzende Staat, verstrekt de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort op de datum vermeld in artikel 7, § 2, 3°, aan die Staat dezelfde inlichtingen als die welke aan de bevolking van het Koninkrijk werden gegeven.

ART. 9

§ 1. Zodra een zwaar ongeval zich voordoet in een industriële activiteit, is de fabrikant verplicht onmiddellijk de gemeenteverhuden en de Minister tot wiens bevoegdheid de Civiele Bescherming behoort hiervan in kennis te stellen.

§ 2. De Minister, bedoeld in § 1, brengt alle andere bevoegde autoriteiten bedoeld in artikel 6, met inbegrip van de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort hiervan op de hoogte.

§ 3. De Koning bepaalt het type, de modaliteiten en de procedure van de informatie zoals bepaald in § 1.

§ 4. De Minister, bedoeld in § 1, moet zich ervan vergewissen dat de noodmaatregelen worden genomen.

ART. 10

§ 1. Wanneer een zwaar ongeval zich voordoet in een industriële activiteit, is de fabrikant verplicht de bevoegde instantie die belast is met de inontvangstname van de kennisgeving hiervan in kennis te stellen.

§ 2. De Koning bepaalt het type, de modaliteiten, en de procedure van deze informatie.

§ 3. Deze informatie wordt aan alle bevoegde instanties bedoeld in artikel 6 medegedeeld overeenkomstig de procedure bepaald in dit artikel.

§ 4. Chacune de ces autorités, dans le champ de ses compétences propres :

1. recueille les informations nécessaires pour compléter l'analyse de l'accident majeur et éventuellement fait des recommandations;

2. s'assure que les mesures à moyen et à long terme qui s'avèrent nécessaires sont prises;

3. recueille les informations prévues à l'annexe IV et transmet celles-ci à l'autorité chargée de recevoir la notification.

§ 5. Les informations recueillies au terme du § 4, 3°, ci-dessus sont transmises à toutes les autorités concernées visées à l'article 6 et suivant la procédure prévue à cet article.

§ 6. L'autorité chargée de recevoir la notification transmet toutes les informations recueillies en application des §§ 1^{er} et 4 ci-dessus, à la Commission des Communautés européennes.

ART. 11

Les informations recueillies en application des articles 4, 5, 6, 7, 9 et 10 ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été demandées.

ART. 12

Sans préjudice des compétences qui lui sont reconnues par la présente loi, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer dans le cadre du champ d'application de la loi, toutes les règles nécessaires en vue d'assurer l'exécution des obligations résultant des traités internationaux et des actes internationaux pris en vertu de ces traités. Ces mesures peuvent porter abrogation ou modification des dispositions légales.

ART. 13

Le Roi porte à la connaissance des Chambres législatives, avant leur publication au *Moniteur belge*, les règles qu'il fixe en application de l'article 12.

ART. 14

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 100 000 francs, ou d'une de ces peines seulement :

1. quiconque contrevient aux dispositions arrêtées par l'article 4, §§ 1^{er}, 2 et 3, l'article 5, l'article 9, § 1^{er}, et l'article 10, § 1^{er};

2. quiconque entrave la surveillance organisée par la présente loi ou en vertu de celle-ci.

ART. 15

En cas de récidive dans le délai de trois ans après une condamnation antérieure, la peine peut être portée au double de son maximum.

§ 4. Elke instantie, binnen de perken van haar eigen bevoegdheden :

1. verzamelt de nodige gegevens om de analyse van het zware ongeval te vervolledigen en doet eventueel aanbevelingen;

2. verzekert er zich van dat alle maatregelen op middel- of lange termijn genomen worden die nodig zijn;

3. verzamelt de gegevens vermeld in bijlage IV en geeft deze door aan de instantie belast met de inontvangstname van de kennisgeving.

§ 5. De gegevens ingewonnen zoals bepaald in § 4, 3°, van dit artikel, worden aan alle in artikel 6 bedoelde instanties medegedeeld overeenkomstig de procedure bepaald in dit artikel.

§ 6. De instantie belast met de inontvangstname van de kennisgeving, geeft de ingewonnen informatie krachtens § 1 en § 4 hierboven, door aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

ART. 11

De gegevens die krachtens de artikelen 4, 5, 6, 7, 9 en 10 worden vermeld mogen alleen worden gebruikt voor het doel waarvoor zij zijn gevraagd.

ART. 12

Onverminderd de bevoegdheden die hem worden toegekend door deze wet, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, in het kader van het toepassingsgebied van de wet, alle regelingen vaststellen die nodig zijn om de uitvoering van de verplichtingen te verzekeren voortvloeiend uit internationale verdragen en de krachtens die verdragen tot stand gekomen akten. Deze maatregelen kunnen de opheffing en de wijziging van wetsbepalingen inhouden.

ART. 13

De Koning brengt de regelingen, die Hij vaststelt met toepassing van artikel 12, vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, ter kennis van de Wetgevende Kamers.

ART. 14

Met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 100 frank tot 100 000 frank of één van die straffen alleen wordt gestraft :

1. hij die de bepalingen vastgesteld door artikel 4, § 1, § 2 en § 3, artikel 5, artikel 9, § 1, en artikel 10, § 1, overtreedt;

2. hij die het bij of krachtens deze wet geregelde toezicht verhindert.

ART. 15

Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling, kan de straf op het dubbele van het maximum gebracht worden.

ART. 16

Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 17

Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

ART. 18

Les fonctionnaires visés à l'article 17 peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1. procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour se rendre compte que les dispositions de la présente loi sont effectivement observées et notamment :

a) interroger toute personne sur des faits, qu'ils estiment utile de connaître pour l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire, sans déplacement, tous livres et documents, prescrits par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, en prendre des copies ou des extraits et les saisir contre récépissé;

c) prendre connaissance de tous les livres et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

d) prélever gratuitement des échantillons afin de déterminer la composition des substances mises en œuvre ou stockées, exiger le cas échéant des détenteurs desdites choses, les emballages nécessaires pour le transport et la conservation des échantillons.

2° Dans l'exercice de leur mission, requérir l'assistance de la police communale ou de la gendarmerie.

ART. 19

§ 1^{er}. Le Roi détermine la manière et les conditions selon lesquelles les échantillons, visés à l'article 18, 1°, d, peuvent être prélevés et analysés.

§ 2. Le Roi détermine les conditions et la procédure pour l'agrégation des personnes, des laboratoires et des organismes pour exécuter les enquêtes mentionnées au paragraphe 1^{er}.

ART. 20

Les fonctionnaires visés à l'article 17 ont le droit :

1° d'adresser des avertissements;

2° en cas d'infraction, d'apposer les scellés.

ART. 16

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn mede van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

ART. 17

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren, toezicht op de uitvoering van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

ART. 18

De ambtenaren bedoeld in artikel 17 mogen bij het vervullen van hun opdracht :

1. tot elk onderzoek, elke controle en enquête overgaan, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich te vergewissen of de wetsbepalingen worden nageleefd, en met name :

a) alle personen ondervragen over feiten welke zij nuttig achten te kennen voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich zonder verplaatsing alle boeken en bescheiden doen voorleggen die bij deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven, afschriften of uittreksels ervan opmaken en ze tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

c) inzage nemen van alle boeken en bescheiden die nodig zijn voor het volbrengen van hun opdracht;

d) zonder kosten monsters nemen voor het bepalen van de samenstelling van de gebruikte of opgeslagen stoffen, in voorkomend geval van de houders van die zaken de nodige verpakking eisen voor het vervoeren en bewaren van die monsters.

2. Bij het vervullen van hun opdracht de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.

ART. 19

§ 1. De Koning bepaalt de wijze en de voorwaarden waarop de monsters, bedoeld in artikel 18, 1°, d, worden genomen en onderzocht.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van personen, laboratoria of lichamen om de in paragraaf 1 bedoelde onderzoeken uit te voeren.

ART. 20

De in artikel 17 bedoelde ambtenaren hebben het recht :

1° waarschuwingen te geven;

2° in geval van overtredingen, zegels te leggen.

BIJLAGE I

Industriële installaties in de zin van artikel 2

1. Installaties voor de produktie of omzetting van organische of anorganische chemicaliën waarbij met name gebruik gemaakt wordt van :

- alkylering,
- aminering met ammoniak,
- carbonylering,
- condensatie,
- dehydrogenering,
- verestering,
- halogenering en fabricage van halogenen,
- hydrogenering,
- hydrolyse,
- oxydatie,
- polymerisatie,
- sulfonering,
- ontwzaveling, synthese en omzetting van zwavelhoudende verbindingen,
- nitrering en synthese van stikstofhoudende verbindingen,
- synthese van fosforhoudende verbindingen,
- de formulering van bestrijdingsmiddelen en farmaceutische producten;

Installaties voor de bewerking of verwerking van organische of anorganische chemicaliën waarbij met name gebruik gemaakt wordt van :

- distillatie,
- extractie,
- solvatatie,
- menging.

2. Installaties voor de distillatie, raffinage of enige andere wijze van verwerking van aardolie of aardolieprodukten.

3. Installaties bestemd voor de gehele of gedeeltelijke verwijdering van vaste stoffen of vloeistoffen door verbranding of chemische afbraak.

4. Installaties voor de produktie of omzetting van energiegassen, bijvoorbeeld LPG, vloeibaar aardgas en synthetisch aardgas.

5. Installaties voor de droge distillatie van steenkool en bruinkool.

6. Installaties voor de produktie van metalen of niet-metalen langs natte wegen of door middel van elektrische energie.

ANNEXE I

Installations industrielles visées à l'article 2

1. Installations de production ou de transformation des substances chimiques, organiques ou inorganiques, utilisant à cette fin notamment :

- les procédés d'alkylation,
- les procédés d'amination par l'ammoniac,
- les procédés de carbonylation,
- les procédés de condensation,
- les procédés de déshydrogénation,
- les procédés d'estérification,
- les procédés d'halogénéation et de fabrication des halogènes,
- les procédés d'hydrogénation,
- les procédés d'hydrolyse,
- les procédés d'oxydation,
- les procédés de polymérisation,
- les procédés de sulfonation,
- les procédés de désulfuration, de fabrication et de transformation des dérivés du soufre,
- les procédés de nitration et de fabrication des dérivés azotés,
- les procédés de fabrication des dérivés du phosphore,
- la formulation de pesticides et de produits pharmaceutiques;

Installations de traitement des substances chimiques, organiques ou inorganiques, utilisant à cette fin notamment :

- les procédés de distillation,
- les procédés d'extraction,
- les procédés de solvation,
- les procédés de mélange.

2. Installations pour la distillation ou le raffinage ou tout autre mode de transformation du pétrole ou des produits pétroliers.

3. Installations destinées à permettre l'élimination totale ou partielle des substances solides ou liquides par combustion ou par décomposition chimique.

4. Installations de production ou de transformation de gaz produisant de l'énergie, par exemple, de gaz de pétrole liquéfié, de gaz naturel liquéfié et de gaz naturel de synthèse.

5. Installations pour la distillation sèche du charbon et du lignite.

6. Installations pour la production de métaux ou de non-métaux par voie humide ou au moyen de l'énergie électrique.

BIJLAGE II

Opslag in andere dan de in bijlage I
bedoelde installaties (afzonderlijke opslag)

Onderstaande hoeveelheden gelden per installatie of per groep installaties van een zelfde fabrikant wanneer de afstand tussen de installaties niet groot genoeg is om in voorzienbare omstandigheden te vermijden dat de risico's van zware ongevallen groter worden. In elk geval gelden deze hoeveelheden per groep installaties van een zelfde fabrikant indien de afstand tussen de installaties minder dan ongeveer 500 meter bedraagt.

Stoffen of categorieën van stoffen	Hoeveelheid (t) $\geq$
1. Ontvlambaar gas (2)	300
2. Licht ontvlambare vloeistoffen (3)	100 000
3. Acrylonitril	5 000
4. Ammoniak	600
5. Chloor	200
6. Zwaveldioxyde	500
7. Ammoniumnitraat	5 000 (1)
8. Natriumchloraat	250 (1)
9. Vloeibare zuurstof	2 000 (1)

(1) Voor zover de staat waarin deze stof verkeert hieraan eigenschappen verleent die het risico van een zwaar ongeval zouden kunnen opleveren.

(2) Stoffen die, in gasvormige toestand bij normale druk en gemengd met lucht, ontvlambaar worden en waarvan het kookpunt gelijk is aan of lager ligt dan 20°C bij normale druk.

(3) Stoffen waarvan het ontvlampunt lager ligt dan 21°C en waarvan het kookpunt hoger ligt dan 20°C bij normale druk.

ANNEXE II

Stockage dans des installations autres que celles visées
à l'annexe I (stockage séparé)

Les quantités figurant ci-dessous s'entendent par installation ou par ensemble d'installations du même fabricant lorsque la distance entre les installations n'est pas suffisante pour éviter, dans des circonstances prévisibles, toute aggravation des risques d'accidents majeurs. En tout cas, ces quantités s'entendent par ensemble d'installations du même fabricant si la distance entre les installations est inférieure à environ 500 mètres.

Substances ou catégories de substances	Quantité (t) $\geq$
1. Gaz inflammables (2)	300
2. Liquides hautement inflammables (3)	100 000
3. Acrylonitrile	5 000
4. Ammoniac	600
5. Chlore	200
6. Dioxyde de soufre	500
7. Nitrate d'ammonium	5 000 (1)
8. Chlorate de sodium	250 (1)
9. Oxygène liquide	2 000 (1)

(1) Dans la mesure où son état confère à cette substance des propriétés susceptibles de créer un risque d'accident majeur.

(2) Substances qui à l'état gazeux à la pression normale et mélangées à l'air, deviennent inflammables et dont le point d'ébullition est égal ou inférieur à 20°C à la pression normale.

(3) Substances dont le point d'éclair est inférieur à 21°C et dont le point d'ébullition est supérieur à 20°C à la pression normale.

Bijlage III

ANNEXE III

Lijst van stoffen voor de toepassing van artikel 2

Onderstaande hoeveelheden gelden per installatie of per groep installaties van een zelfde fabrikant wanneer de afstand tussen de installaties niet groot genoeg is om in voorzienbare omstandigheden te vermijden dat de risico's van zware ongevallen groter worden. In elk geval gelden deze hoeveelheden per groep installaties van een zelfde fabrikant indien de afstand tussen de installaties minder dan ongeveer 500 meter bedraagt.

Liste des substances visées par l'article 2

Les quantités figurant ci-dessous s'entendent par installation ou par ensemble d'installations du même fabricant lorsque la distance entre les installations n'est pas suffisante pour éviter, dans des circonstances prévisibles, toute aggravation des risques d'accidents majeurs. En tout cas, ces quantités s'entendent par ensemble d'installations du même fabricant si la distance entre les installations est inférieure à environ 500 mètres.

Benaming — Dénominations	Hoeveelheid (≥) Quantité (≥)	C.A.S.-nr. N° C.A.S.	E.E.G.-nr. N° C.E.E.
1. 4-Aminodifenyl. — 4-Aminodiphényle	1 kg	92-67-1	
2. Benzidine	1 kg	92-87-5	612-042-00-2
3. Benzidinezouten. — Sels de benzidine	1 kg		
4. Dimethylnitrosamine. — Diméthylnitrosamine	1 kg	62-75-9	
5. 2-Naftylamine. — 2-Naphthylamine	1 kg	91-59-8	612-022-00-3
6. Beryllium (poeder en/of verbindingen). — Béryllium (poudres et/ou composés)	10 kg		
7. Dichloormethylether. — Oxyde, <i>e</i> bis-(chlorométhyle)	1 kg	542-88-1	603-046-00-5
8. 1,3-Propaansultoon. — 1,3-Propanesultone	1 kg	1120-71-4	
9. 2,3,7,8-tetrachloordibenzo-p-dioxine (TCDD). — 2,3,7,8-Tetrachlorodibenzo-p-dioxine (TCDD)	1 kg	1746-01-6	
10. Arseenpentoxide, arseen(V)zuur en zouten daarvan. — Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et ses sels	500 kg		
11. Arseentrioxide, arseen (III)zuur en zouten daarvan. — Trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénieux et ses sels	100 kg		
12. Arseenwaterstof (arsine). — Hydrogène arséné (Arsine)	10 kg	7784-42-1	
13. N,N-Dimethylcarbamoylchloride. — Chlorure de N,N-diméthylcarbamoyl	1 kg	79-44-7	
14. N-Chloorformylmorpholine. — N-chloroformyl-morpholine	1 kg	15159-40-7	
15. Kooloxychloride (fosgeen). — Dichlorure de carbonyle (Phosgène)	20 t	75-44-5	006-002-00-8
16. Chloor. — Chlore	50 t	7782-50-5	017-001-00-7
17. Zwavelwaterstof. — Sulfure d'hydrogène	50 t	7783-06-04	016-001-00-4
18. Acrylnitril (vinylcyanide). — Acrylonitrile	200 t	107-13-1	608-003-00-4
19. Cyaanwaterstof. — Cyanure d'hydrogène	20 t	74-90-8	006-006-00-X
20. Kooldisulfide (zwavelkoolstof). — Sulfure de carbone	200 t	75-15-0	006-003-00-3
21. Broom. — Brome	500 t	7726-95-6	035-001-00-5
22. Ammoniak. — Ammoniac	500 t	7664-41-7	007-001-00-5
23. Acetyleen (Ethyne). — Acétylène (Ethyne)	50 t	74-86-2	601-015-00-0
24. Waterstof. — Hydrogène	50 t	1333-74-0	001-001-00-9
25. Ethyleenoxyde. — Oxyde d'éthylène	50 t	75-21-8	603-023-00-X
26. Propyleenoxyde. — Oxyde de propylène	50 t	75-56-9	603-055-00-4
27. Acetoncyaanhydrine. — 2-Cyano-2-propanol (acétone cyanhydrine)	200 t	75-86-5	608-004-00-X
28. 2-Propenal (acroleïne). — 2-Propenal (Acroléine)	200 t	107-02-8	605-008-00-3
29. 2-Propen-1-ol (allylalcohol). — 2-Propène-1-ol (Alcool allylique) .	200 t	107-18-6	603-015-00-6

Benaming — Dénominations	Hoeveelheid (≥) Quantité (≥)	C.A.S.-nr. N° C.A.S.	E.E.G.-nr. N° C.E.E.
30. Allylamine	200 t	107-11-9	612-046-00-4
31. Antimoonwaterstof (stibine). — <i>Hydrure d'antimoine (Stibine)</i> .	100 kg	7803-52-3	
32. Ethyleenimine. — <i>Ethylèneimine</i>	50 t	151-56-4	613-001-00-1
33. Formaldehyde (minimaal 90 pct.) — <i>Formaldéhyde (concentration ≥ 90 p.c.)</i>	50 t	50-00-0	605-001-01-2
34. Fosforwaterstof (fosfine). — <i>Hydrogène phosphoré (Phosphine)</i> .	100 kg	7803-51-2	
35. Methylbromide (monobroommethaan). — <i>Bromométhane (Bromure de méthyle)</i>	200 t	74-83-9	602-002-00-3
36. Methylisocyanat. — <i>Isocyanate de méthyle</i>	1 t	624-83-9	615-001-00-7
37. Stikstofoxydes. — <i>Oxydes d'azote</i>	50 t	11104-93-1	
38. Natriumseleniet. — <i>Sélénite de sodium</i>	100 kg	10102-18-8	
39. Bis-(2-chloorethyl)sulfide. — <i>Sulfure de bis-(2-chloroéthyle)</i> . .	1 kg	505-60-2	
40. Fosazetim. — <i>Phosacétime</i>	100 kg	4104-14-7	015-092-00-8
41. Tetraethyllood. — <i>Plomb tétraéthyle</i>	50 t	78-00-2	
42. Tetramethyllood. — <i>Plomb tétraméthyle</i>	50 t	75-74-1	
43. Promurit (3,4-dichloorfenyl azathiourem). — <i>Promurit (3,4-dichlorophényl azothiourée)</i>	100 kg	5836-73-7	
44. Chloorfenvinfos. — <i>Chlorfenvinphos</i>	100 kg	470-90-6	015-071-00-3
45. Crimidine	100 kg	535-89-7	613-004-00-8
46. Monochloormethylether. — <i>Ether méthylique monochloré</i> . . .	1 kg	107-30-2	
47. Cyaanfosforzuur dimethylamide. — <i>Diméthylamide de l'acide cyanophosphorique</i>	1 t	63917-41-9	
48. Carbofenothon. — <i>Carbophénothion</i>	100 kg	786-19-6	015-044-00-6
49. Dialifos. — <i>Dialiphos</i>	100 kg	10311-84-9	015-088-00-6
50. Cyanthoate. — <i>Cyanthoathe</i>	100 kg	3734-95-0	015-070-00-8
51. Amiton	1 kg	78-53-5	
52. Oxydisulfoton	100 kg	2497-07-6	015-096-00-X
53. 0,0-Diethyl-S-(ethylsulfinylmethyl)thiofosfaat. — <i>Thiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(éthylsulfinyl-méthyle)</i>	100 kg	2588-05-8	
54. 0,0-Diethyl-S-(ethylsulfonylmethyl)thiofosfaat. — <i>Thiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(éthylsulfonyl-méthyle)</i>	100 kg	2588-06-9	
55. Disulfoton	100 kg	298-04-4	015-060-00-3
56. Demeton. — <i>Déméton</i>	100 kg	8065-48-3	
57. Phoraat. — <i>Phorate</i>	100 kg	298-02-2	015-033-00-6
58. 0,0-Diethyl-S-(ethylthiomethyl)thiofosfaat. — <i>Thiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(éthylthio-méthyle)</i>	100 kg	2600-69-3	
59. 0,0-Diethyl-S-(isopropylthiomethyl)dithiofosfaat. — <i>Dithiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(isopropyl-thiométhyle)</i> .	100 kg	78-52-4	
60. Pyrazoxon. — <i>Pirazoxone</i>	100 kg	108-34-9	015-023-00-1
61. Fensulfotion	100 kg	115-90-2	015-090-00-7
62. Paraoxon (0,0-diethyl-0-(4-nitrofenyl)fosfaat. — <i>Paraoxone (phosphate de 0,0-diéthyle et de 0-p-nitrophenyl)</i>	100 kg	311-45-5	
63. Parathion	100 kg	56-38-2	015-034-00-1
64. Azinfos-ethyl	100 kg	2642-71-9	015-056-00-1
65. 0,0-Diethyl-S-(propylthiomethyl)dithiofosfaat. — <i>Dithiophosphate de 0,0-diéthyle et de S-(propyl-thiométhyle)</i>	100 kg	3309-68-0	

Benaming — Dénominations	Hoeveelheid (≥) Quantité (≥)	C.A.S.-nr. N° C.A.S.	E.E.G.-nr. N° C.E.E.
66. Thionazine. — <i>Thionazin</i>	100 kg	297-97-2	
67. Carbofuraan. — <i>Carbofuran</i>	100 kg	1563-66-2	006-026-00-9
68. Fosfamidon. — <i>Phosphamidon</i>	100 kg	13171-21-6	015-022-00-6
69. Tirpate (0-[(2,4-dimethyl-1,3-dithiolan-2-yl)methyleen]imino)- N-methyl-carbonaat. — <i>Tirpate (2,4-diméthyl-1,3 dithiolane-2 carboxaldehyde-0-(méthylcarbamoyle) oxime</i>	100 kg	26419-73-8	
70. Mevinfos. — <i>Mévinphos</i>	100 kg	7786-34-7	015-020-00-5
71. Parathion-methyl. — <i>Parathion-méthyl</i>	100 kg	298-00-0	015-035-00-7
72. Azinfos-methyl. — <i>Azinphos-méthyl</i>	100 kg	86-50-0	015-039-00-9
73. Cycloheximide	100 kg	66-81-9	
74. Difacinon. — <i>Diphacinone</i>	100 kg	82-66-6	
75. Tetramethyleendisulfotetramine. — <i>Tétraméthylène disulfotétra- mine</i>	1 kg	80-12-6	
76. EPN	100 kg	2104-64-5	015-036-00-2
77. 4-Fluorboterzuur. — <i>Acide 4-fluorobutyrique</i>	1 kg	462-23-7	
78. 4-Fluorboterzure zouten. — <i>Sels de l'acide 4-fluorobutyrique</i> . .	1 kg		
79. 4-Fluorboterzure esters. — <i>Esters de l'acide 4-fluorobutyrique</i> . .	1 kg		
80. 4-Fluorboterzuuramides. — <i>Amides de l'acide 4-fluorobutyrique</i> .	1 kg		
81. 4-Fluorcrotonzuur. — <i>Acide 4-fluorocrotonique</i>	1 kg	37759-72-1	
82. Fluorcrotonzure zouten. — <i>Sels de l'acide 4-fluorocrotonique</i> . .	1 kg		
83. Fluorcrotonzure esters. — <i>Esters de l'acide 4-fluorocrotonique</i> .	1 kg		
84. Fluorcrotonzuuramides. — <i>Amides de l'acide 4-fluorocrotonique</i> .	1 kg		
85. Monofluorazijnzuur. — <i>Acide fluoroacétique</i>	1 kg	144-49-0	607-081-00-7
86. Monofluorazijnzure zouten. — <i>Sels de l'acide fluoroacétique</i> . .	1 kg		
87. Monofluorazijnzure esters. — <i>Esters de l'acide fluoroacétique</i> . .	1 kg		
88. Monofluorazijnzuuramides. — <i>Amides de l'acide fluoroacétique</i> .	1 kg		
89. Fluenetil. — <i>Fluénetil</i>	100 kg	4301-50-2	607-078-00-0
90. 4-Fluor-2-hydroxyboterzuur. — <i>Acide 4-fluoro-2-hydroxybutyrique</i>	1 kg		
91. 4-Fluor-2-hydroxyboterzure zouten. — <i>Sels de l'acide 4-fluoro-2- hydroxybutyrique</i>	1 kg		
92. 4-Fluor-2-hydroxyboterzure esters. — <i>Esters de l'acide 4-fluoro-2- hydroxybutyrique</i>	1 kg		
93. 4-Fluor-2-hydroxyboterzuuramides. — <i>Amides de l'acide 4-fluoro- 2-hydroxybutyrique</i>	1 kg		
94. Fluorwaterstof. — <i>Acide fluorhydrique</i>	50 t	7664-39-3	009-002-00-6
95. Hydroxyacetonitril (glycolzuurnitril). — <i>Hydroxyacétonitrile (Nitrile de l'acide glycolique)</i>	100 kg	107-16-4	
96. 1,2,3,7,8,9-Hexachloordibenzo-p-dioxine. — <i>1,2,3,7,8,9-hexachlorodibenzo-p-dioxine</i>	100 kg	19408-74-3	
97. Isodrin. — <i>Isodrine</i>	100 kg	465-73-6	602-050-00-4
98. Hexamethylfosfortriamide. — <i>Hexaméthylphosphotriamide</i> . .	1 kg	680-31-9	
99. Juglon (5-hydroxy-1,4-naftochinon). — <i>Juglon (5-hydroxy-1,4- naphthoquinone)</i>	100 kg	481-39-0	
100. Warfarin. — <i>Coumafène (Warfarin)</i>	100 kg	81-81-2	607-056-00-0
101. 4,4-Methyleen-bis-(2-chlooraniline). — <i>4,4-méthylène-bis (2-chlo- roaniline)</i>	10 kg	101-14-4	

Benaming — Dénominations	Hoeveelheid (≥) Quantité (≥)	C.A.S.-nr. N° C.A.S.	E.E.G.-nr. N° C.E.E.
102. Ethion. — <i>Diéthion</i>	100 kg	563-12-2	015-047-00-2
103. Aldicarb. — <i>Aldicarbe</i>	100 kg	116-06-3	006-017-00-X
104. Nikkeltetracarboxyl. — <i>Tétracarboxylnickel (Nickel carbonyle)</i> .	10 kg	13463-39-3	028-001-00-1
105. Isobenzan	100 kg	297-78-9	602-053-00-0
106. Pentaboraan. — <i>Pentaborane</i>	100 kg	19624-22-7	
107. 1-Propeen-2-chloor 1,3-diol-diacetaat. — <i>Diacétate de 1-propène-2-chloro-1,3-diol</i>	10 kg	10118-72-6	
108. Propyleenimine. — <i>Propylèneimine</i>	50 t	75-55-8	
109. Zuurstofdifluoride. — <i>Difluorure d'oxygène</i>	10 kg	7783-41-7	
110. Zwavelchloride. — <i>Dichlorure de soufre</i>	1 t	10545-99-0	016-013-00-X
111. Seleenhexafluoride. — <i>Hexafluorure de sélénium</i>	10 kg	7783-79-1	
112. Seleenwaterstof. — <i>Hydrogène sélénis</i>	10 kg	7783-07-5	
113. TEPP	100 kg	107-49-3	015-025-00-2
114. Sulfotep	100 kg	3689-24-5	015-027-00-3
115. Dimefox	100 kg	115-26-4	015-061-00-9
116. Tricyclohexylstannyl-1H-1,2,4-triazool. — <i>Tricyclohexylstannyl-1H-1,2,4-triazole</i>	100 kg	41083-11-8	
117. Triethyleenmelamine. — <i>Triéthylènemélatamine</i>	10 kg	51-18-3	
118. Kobalt (poeder en/of verbindingen). — <i>Cobalt (poudres et/ou composés)</i>	100 kg		
119. Nikkel (poeder en/of verbindingen). — <i>Nickel (poudres et/ou composés)</i>	100 kg		
120. Anabasine	100 kg	494-52-0	
121. Telluurhexafluoride. — <i>Hexafluorure de tellure</i>	100 kg	7783-80-4	
122. Trichloormethylsulfonylchloride. — <i>Chlorure de trichlorométhyl-sulfényle</i>	100 kg	594-42-3	
123. 1,2-Dibroomethaan. — <i>1,2-Dibromoéthane (Bromure d'éthylène)</i> .	50 t	106-93-4	602-010-00-6
124. Ontvlambare stoffen in de zin van bijlage II. — <i>Substances inflammables conformément à l'annexe II</i>	200 t		
125. Ontvlambare stoffen in de zin van bijlage II. — <i>Substances inflammables conformément à l'annexe II</i>	50 000 t		
126. Diazodinitrofenol. — <i>Diazodinitrophénol</i>	10 t	7008-81-3	
127. Diglycoldinitraat. — <i>Dinitrate de diéthylèneglycol</i>	10 t	693-21-0	603-033-00-4
128. Zouten van dinitrofenol. — <i>Sels de dinitrophénol</i>	50 t		609-017-00-3
129. 1-Guanyl-4-Nitrosaminoguanyl-1-tetrazeen. — <i>1-Guanyl-4-nitrosamino-guanyl-1-tetrazene</i>	10 t	109-27-3	
130. Hexanitrodifenyldiamine. — <i>Bis 2,4,6-trinitrophényldiamine</i> . . .	50 t	131-73-7	612-018-00-1
131. Hydrazinenitraat. — <i>Nitrate d'hydrazine</i>	50 t	13464-97-6	
132. Nitroglycerine. — <i>Nitroglicérine</i>	10 t	55-63-0	603-034-00-X
133. Pentaerytritoltetraantraat. — <i>Tétranitrate de pentaérythritol</i> . .	50 t	78-11-5	603-035-00-5
134. Cyclotrimethyleentrinitramine. — <i>Cyclotriméthylène-trinitramine</i> .	50 t	121-82-4	
135. Trinitroaniline. — <i>Trinitroaniline</i>	50 t	26952-42-1	
136. 2,4,6-Trinitroanisool. — <i>2,4,6-Trinitroanisol</i>	50 t	606-35-9	609-011-00-0
137. Trinitrobenzeen. — <i>Trinitrobenzène</i>	50 t	25377-32-6	609-005-00-8
138. Trinitrobenzoëzuur. — <i>Acide trinitrobenzoïque</i>	50 t	35860-50-5 129-66-8	

Benaming — Denominations	Hoeveelheid (≥) Quantité (≥)	C.A.S.-nr. N° C.A.S.	E.E.G.-nr. N° C.E.E.
139. Trinitrochlorobenzeen. — <i>Chlorotrinitrobenzène</i>	50 t	28260-61-9	610-004-00-X
140. Trinitrofenylmethylnitramine. — <i>N-Méthyl-2,4,6-N-Tetranitroaniline</i>	50 t	479-45-8	612-017-00-6
141. 2,4,6-Trinitrofenol (Pic-inezuur). — <i>2,4,6-Trinitrophénol (acide picrique)</i>	50 t	88-89-1	609-009-00-X
142. Trinitrokresol. — <i>Trinitrocrésol</i>	50 t	28905-71-7	609-012-00-6
143. 2,4,6-Trinitrofenetool. — <i>2,4,6-Trinitrophénétol</i>	50 t	4732-14-3	
144. Trinitroresorcinol. — <i>2,4,6-Trinitrorésorcinol (acide styphnique)</i>	50 t	82-71-3	609-018-00-9
145. 2,4,6-Trinitrotolueen. — <i>2,4,6-Trinitrotoluène</i>	50 t	118-96-7	609-008-00-4
146. Ammaniumnitraat (1). — <i>Nitrate d'ammonium (1)</i>	5 000 t	6484-52-2	
147. Nitrocellulose (met meer dan 12,6 pct. stikstof). — <i>Nitrocellulose (contenant plus de 12,6 p.c. d'azote)</i>	100 t	9004-70-0	603-037-00-6
148. Zwaveldioxyde. — <i>Dioxyde de soufre</i>	1 000 t	7446-09-05	016-011-00-9
149. Zoutzuur (tot vloeistof verdicht gas). — <i>Acide chlorhydrique (gaz liquéfié)</i>	250 t	7647-01-0	017-002-00-2
150. Ontvlambare stoffen in de zin van bijlage II. — <i>Substances inflammables conformément à l'annexe II</i>	200 t		
151. Natriumchloraat (1). — <i>Chlorate de sodium (1)</i>	250 t	7775-09-9	017-005-00-9
152. t. Butylperoxyacetaat (concentratie ≥ 70 pct.). — <i>Peroxyacétate de tertiobutyle (concentration ≥ 70 p.c.)</i>	50 t	107-71-1	
153. t. Butylperoxy-iso-butyraat (concentratie ≥ 80 pct.). — <i>Peroxyisobutyrate de tertiobutyle (concentration ≥ 80 p.c.)</i>	50 t	109-13-7	
154. t. Butylperoxymaleaat (concentratie ≥ 80 pct.). — <i>Peroxymaléate de tertiobutyle (concentration ≥ 80 p.c.)</i>	50 t	1931-62-0	
155. t. Butylperoxy-iso-propylcarbonaat (concentration ≥ 80 pct.). — <i>Peroxyisopropylcarbonate de tertiobutyle (concentration ≥ 80 p.c.)</i>	50 t	2372-21-6	
156. Dibenzylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 90 pct.). — <i>Peroxydicarbonate de dibenzyle (concentration ≥ 90 p.c.)</i>	50 t	2144-45-8	
157. 2,2-Bis-(t. Butylperoxy) butaan (concentratie ≥ 70 pct.). — <i>Peroxybutane de 2,2-bis tertiobutyle (concentration ≥ 70 p.c.)</i>	50 t	2167-23-9	
158. 1,1-Bis-(t. Butylperoxy) Cyclohexaan (concentratie ≥ 80 pct.). — <i>Peroxy cyclohexane de 1,1-bis tertiobutyle (concentration ≥ 80 p.c.)</i>	50 t	3006-86-8	
159. Di-s-butylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 80 pct.). — <i>Peroxydicarbonate de di-s-butyle (concentration ≥ 80 p.c.)</i>	50 t	19910-65-7	
160. 2,2-Dihydroperoxypropaan (concentratie ≥ 30 pct.). — <i>2,2-dihydroperoxypropane (concentration ≥ 30 p.c.)</i>	50 t	2614-76-8	
161. Di-n-propylperoxydicarbonaat (concentratie ≥ 80 p.c.). — <i>Peroxydicarbonate de di-n-propyl (concentration ≥ 80 p.c.)</i>	50 t	16066-38-9	
162. 3,3,6,6,9,9-Hexamethyl-1,2,4,5-tetroxacyclononane. — <i>3,3,6,6,9,9-hexaméthyl-1,2,4,5-tetroxacyclononane concentration ≥ 75 p.c.)</i>	50 t	22397-33-7	
163. Methylethylketonperoxyde (concentratie ≥ 60 pct.). — <i>Peroxyde de méthyléthylcétone (concentration ≥ 60 p.c.)</i>	50 t	1338-23-4	
164. Methyl-iso-buthylketonperoxyde (concentratie ≥ 60 p.c.). — <i>Peroxyde de méthylisobutylcétone (concentration ≥ 60 p.c.)</i>	50 t	37206-20-5	
165. Perazijnzuur (concentratie ≥ 60 pct.). — <i>Acide peracétique (concentration ≥ 60 p.c.)</i>	50 t	79-21-0	607-094-00-8
166. Loodazide. — <i>Azoture de plomb</i>	50 t	13424-46-9	082-003-00-7
167. Loodtrinitroresorcinolaat. — <i>2,4,6-Trinitrorésorcinate de plomb (Tricinate)</i>	50 t	15245-44-0	609-019-00-4

Benaming — Dénominations	Hoeveelheid ($\geq$) Quantité ($\geq$)	C.A.S.-nr. N° C.A.S.	E.E.G.-nr. N° C.E.E.
168. Kwikfulminaat. — <i>Fulminate de mercure</i>	10 t	{ 20820-45-5 628-86-4	080-005-00-2
169. Cyclotetramethyleentatranitramine. — <i>Cyclotétraméthylène tetra-nitramine</i>	50 t	2691-41-0	
170. 2,2',4,4',6,6'-Hexanitrostilbeen. — <i>2,2',4,4',6,6'-Hexanitrostilbène</i> .	50 t	20062-22-0	
171. 1,3,5-Triamino-2,4,6-trinitrobenzeen. — <i>1,3,5-Triamino-2,4,6-trinitrobenzène</i>	50 t	3058-38-6	
172. Glycoldinitraat. — <i>Dinitrate de glycol</i>	10 t	628-96-6	603-032-00-9
173. Ethylnitraat. — <i>Nitrate d'éthyle</i>	50 t	625-58-1	007-007-00-8
174. Natriumpicramaat. — <i>Picramate de sodium</i>	50 t	831-52-7	
175. Bariumazide. — <i>Azoture de Baryum</i>	50 t	18810-58-7	
176. Di-iso-butyrylperoxyde (concentratie $\geq$ 50 pct.). — <i>Peroxyde de diisobutyryle (concentration $\geq$ 50 p.c.)</i>	50 t	3437-84-1	
177. Diethylperoxydicarbonaat (concentratie $\geq$ 30 pct.). — <i>Peroxydicarbonate d'éthyle (concentration $\geq$ 30 p.c.)</i>	50 t	14666-78-5	
178. t. Butylperoxypivalaat (concentratie $\geq$ 77 pct.). — <i>Peroxy-pivalate de tertiobutyle (concentration $\geq$ 77 p.c.)</i>	50 t	927-07-1	

(1) Voor zover de staat waarin deze stof verkeert hieraan eigenschappen verleent die het risico van een zwaar ongeval zouden kunnen opleveren.

N.B. : De E.E.G.-nummers stemmen overeen met die van de richtlijn 67/548/E.E.G., de wijzigingen inbegrepen.

(1) Dans la mesure où son état confère à cette substance des propriétés susceptibles de créer un risque d'accident majeur.

N.B. : Les numéros C.E.E. correspondent à ceux de la directive 67/548/C.E.E., y compris ses modifications.

BIJLAGE IV

**Lijst van over te maken inlichtingen
in uitvoering van artikel 10, § 4, 3°**

RAPPORT OVER HET ZWARE ONGEVAL

Lid-Staat :

Instantie belast met het rapport :

Adres :

1. Algemene gegevens :

Datum en uur van het zware ongeval :

Land, provincie, enz. :

Adres :

Type industriële activiteit :

2. Type zwaar ongeval :

Ontploffing ☐ Brand ☐ Emissie van gevaarlijke stoffen ☐

Vrijgekomen stof(fen) :

3. Beschrijving van de omstandigheden waaronder het zware ongeval heeft plaatsgevonden :

4. Getroffen noodmaatregelen :

5. Oorza(a)k(en) van het zware ongeval :

Bekend (zo ja, meedelen) : ☐Niet bekend : ☐Informatie wordt zo spoedig mogelijk verstrekt : ☐

6. Aard en omvang van de schade :

a) Binnen het bedrijf :

— Slachtoffers : doden
 gewonden
 vergiftigd

— Blootgestelde personen :

— Materiële schade : ☐— Gevaar nog aanwezig : ☐— Geen gevaar meer : ☐

b) Buiten het bedrijf :

— Slachtoffers : doden
 gewonden
 vergiftigd

— Blootgestelde personen :

— Materiële schade : ☐— Schade aan het milieu : ☐— Gevaar nog aanwezig : ☐— Geen gevaar meer : ☐

7. Maatregelen op middellange en lange termijn en vooral maatregelen om te voorkomen dat soortgelijke zware ongevallen zich opnieuw zullen voordoen (mede te delen naarmate er gegevens beschikbaar komen).

ANNEXE IV

**Liste d'informations à donner
en application de l'article 10, § 4, 3°**

RAPPORT D'ACCIDENT MAJEUR

Etat membre :

Autorité chargée du rapport :

Adresse :

1. Données générales

Date et heure de l'accident majeur :

Pays, province, etc. :

Adresse :

Type d'activité industrielle :

2. Type d'accident majeur :

Explosion ☐ Incendie ☐ Emissions de substances dangereuses ☐

Substance(s) émise(s) :

3. Description des circonstances de l'accident majeur :

4. Mesures d'urgences prises :

5. Cause(s) de l'accident majeur :

Définie(s) (à préciser) : ☐Non définie(s) : ☐Information sera fournie dans les meilleurs délais : ☐

6. Type et importance du dommage :

a) A l'intérieur de l'établissement :

— Dommages aux personnes : morts
 blessés
 intoxiqués

— Personnes exposées :

— Dégâts matériels : ☐— Le danger persiste : ☐— Le danger n'existe plus : ☐

b) A l'extérieur de l'établissement :

— Dommages aux personnes : morts
 blessés
 intoxiqués

— Personnes exposées :

— Dégâts matériels : ☐— Dommages à l'environnement : ☐— Le danger persiste : ☐— Le danger n'existe plus : ☐

7. Mesures à moyen et à long termes et notamment mesures pour éviter que des accidents majeurs semblables ne se reproduisent (à communiquer au fur et à mesure que les informations sont disponibles).